



Mis en ligne le 07/11/2022

CONSEIL MUNICIPAL

PROCES VERBAL

Séance du 05 septembre 2022

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX, le 05 septembre à dix-sept heures, le CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué par le maire, en vertu des articles L.121-10 et L. 121-11 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances.

DATE DE LA CONVOCATION : 29 août 2022

CONSEILLERS EN EXERCICE : 35

CONSEILLERS PRESENTS A L'OUVERTURE DE LA SEANCE : 23

| | | |
|------------------------------|------------------------|--------------------------------|
| GATUHAU Willy | Maire | Païta en confiance |
| COURTOT Marilynne | Première adjointe | Païta en confiance |
| PAITA Marcel | Deuxième adjoint | Païta en confiance |
| NATIVEL ép. DEPARDON Jessica | Troisième adjointe | Païta en confiance |
| TEUGASIALE Michel | Quatrième adjoint | Païta en confiance |
| FALELAVAKI EP THOMERT Lusia | Cinquième adjointe | Païta en confiance |
| KROMOPAWIRO Jean | Sixième adjoint | Païta en confiance |
| LAGIKULA Vaisioa | Septième adjointe | Païta en confiance |
| GERVOLINO Sylviana | Neuvième adjointe | Païta en confiance |
| TAGATAMANOI Soana | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| TAKATAI Lusiano | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| CLAVEL Sonia | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| LEMO Sosefo | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| MERCIER Beatrice | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| GUILBAUD Gregory | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| LEFERS Anouck | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| KABAR Ashley | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| TEHEI Manina | Conseillère municipale | L'union pour un nouveau départ |
| LOREE Beniela | Conseiller municipal | Sans étiquette |
| TAPU North | Conseiller municipal | Païta en confiance |

| | | |
|-----------------|------------------------|-------------------------------------|
| NETI Malia | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| MARENGO Jessica | Conseillère municipale | Païta votre identité notre richesse |
| VAKALEPU Franck | Conseiller municipal | L'union pour un nouveau départ |

ABSENTS NON EXCUSES : 2

| | | |
|-----------------|----------------------|--------------------------------|
| TAUVALE Vitolio | Conseiller municipal | Sans étiquette |
| PREVOT Gerd | Conseiller municipal | L'union pour un nouveau départ |

ABSENTS EXCUSES : 10

| | | |
|---------------------|------------------------|-------------------------------------|
| HELLOUIN Henri | Huitième adjoint | Païta en confiance |
| GUERRY André | Dixième adjoint | Païta en confiance |
| TAUMAKO François | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| WINCHESTER Joann | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| N'GADIMAN Stéphane | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| BUI DUYET Amandine | Conseillère municipale | Païta en confiance |
| FELOMAKI Alexis | Conseiller municipal | Païta en confiance |
| FOREST André Wilson | Conseiller municipal | Païta votre identité notre richesse |
| GAIA Catherine | Conseillère municipale | Païta votre identité notre richesse |
| BARBE Steeve | Conseiller municipal | Païta en confiance |

PROCURATION DE VOTE : 9

| | |
|---|--|
| M. Henri HELLOUIN donne procuration à M. Marcel PAITA | Païta en confiance |
| M. André GUERRY donne procuration à M. Jean KROMOPAWIRO | Païta en confiance |
| M. François TAUMAKO donne procuration à Mme Lusie THOMERT | Païta en confiance |
| Mme Joann WINCHESTER donne procuration à Mme Maryline D'ARCANGELO | Païta en confiance |
| M. Stéphane N'GADIMAN donne procuration à Mme Sonia CLAVEL | Païta en confiance |
| Mme Amandine BUI DUYET donne procuration à Béatrice MERCIER | Païta en confiance |
| M. Alexis FELOMAKI donne procuration à M. Luciano TAKATAI | Païta en confiance |
| M. André Wilson FOREST donne procuration à Mme. Catherine GAIA | Païta votre identité notre richesse |
| M. Steeve BARBE donne procuration à Mme Vaisioa LAGIKULA | Païta en confiance |

Assistaient également à la séance :

- M. Philippe MOUTON, secrétaire général,
- M. Xavier TIEDREZ, secrétaire général adjoint,
- M. Philippe BOUCHAIB, directeur de la sécurité publique,
- M. Jean-Jacques HAEWENG, directeur des services techniques,
- M. Didier SOEKARDJAN, chargé d'opérations des services techniques,
- Mme Marie-Line SUTTER, chef du service des finances,
- M. Christophe VITTORI, chef du service du personnel,
- M. Philippe FERACCI, chef du service de la population,
- Mme Larissa BETTO, chef du service de la jeunesse et de la cohésion sociale,
- Mme Alizée CORREARD, juriste,
- Mme Mirenda SAID, assistante de direction.

_____ ° _____
PRESIDENT DE SEANCE :

Monsieur Willy GATUHAU.

_____ ° _____
SECRETAIRE DE SEANCE :

Conformément à l'article L. 121-14 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, Madame Sylviana GERVOLINO est désignée en qualité de secrétaire de séance.

_____ ° _____
Le quorum étant atteint, les conseillers municipaux procèdent à l'examen des textes.

1) **ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE:**

DELIBERATION N°2022/45 : relative à la démission d'un conseiller municipal et à l'installation de son successeur

DELIBERATION N°2022/46 : modifiant la délibération n°2020/48 du 20 juillet 2020 portant formation des commissions permanentes du conseil municipal

DELIBERATION N°2022/47 : modifiant la délibération n°2020/54 du 20 juillet 2020 portant création d'un comité consultatif dénommé « Comité Partenarial Coutumier de Païta »

DELIBERATION N°2022/48 : prenant acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie relatif à la gestion de la commune sur les exercices 2015 et suivants

DELIBERATION N°2022/49 : prenant acte des décisions du maire prises en application des articles L. 122-20 et L. 122-21 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie

DELIBERATION N°2022/50 : portant modification du règlement intérieur du conseil municipal

DELIBERATION N°2022/51 : portant mise à disposition de véhicules de fonction

DELIBERATION N°2022/52 : adoptant le règlement intérieur relatif aux conditions de mise à disposition et d'utilisation des véhicules communaux

DELIBERATION N°2022/53 : approuvant la décision modificative n°1 du budget de l'exercice 2022

DELIBERATION N°2022/54 : portant ouverture et révision des autorisations de programme

DELIBERATION N°2022/55 : approuvant la décision modificative n°1 du budget annexe du service de collecte des déchets ménagers pour l'exercice 2022

DELIBERATION N°2022/56 : relative à l'aménagement du réseau routier VU 168 à Gadji, rue Auguste BERNANOS tranche 2

DELIBERATION N°2022/57 : habilitant le maire à signer l'accord local de dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière

DELIBERATION N°2022/58 : sollicitant l'autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes par la commune pour les besoins de son service de police municipale

DELIBERATION N°2022/59 : autorisant le maire à signer le marché public à commandes n°98.2.21.22.S.01.00 relatif aux travaux de fauchage et débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour le lot n°2 – TAMOA avec l'entreprise FL GARDEN

DELIBERATION N°2022/60 : autorisant le maire à signer un marché public à commandes n°98.2.21.22.S.08.00 relatif aux travaux de fauchage et débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour le lot n°3 – LITTORAL avec l'entreprise CHLOROPHYL SARL

DELIBERATION N°2022/61 : autorisant le maire à signer l'avenant n°4 au marché n°98.2.21.21.T.10.03 pour la conception et la réalisation de la 11ème école primaire au centre de Païta

DELIBERATION N°2022/62 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux d'entretien des réseaux d'assainissement communal - Commune de Païta

DELIBERATION N°2022/63 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux de requalification de la route d'Onghoué - Commune de Païta

DELIBERATION N°2022/64 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux de rénovation requalification de la route du littoral - Commune de Païta

DELIBERATION N°2022/65 : autorisant le maire à signer un marché public relatif à la collecte des déchets verts avec la société CALECO ENVIRONNEMENT

DELIBERATION N°2022/66 : portant approbation de l'avenant n°15 à la convention de versement du forfait communal passé avec la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique pour l'année 2022

DELIBERATION N°2022/67 : attribuant une subvention de fonctionnement à l'école privée Luc Amoura pour l'exercice 2022

DELIBERATION N°2022/68 : portant attribution de subventions à divers comités, associations et organismes dans le cadre de la politique scolaire

DELIBERATION N°2022/69 : autorisant le maire à signer une convention relative au financement de la part communale des dispositifs d'aides provinciales à l'habitat individuel avec la SEM AGGLO (APHI)

DELIBERATION N°2022/70 : autorisant le maire à signer une convention relative à la participation financière de la province Sud au dispositif d'accompagnement à la scolarité pour l'année 2022

DELIBERATION N°2022/71 : portant attribution de subventions au profit d'associations dans le cadre des affaires générales

_____ ° _____

2) PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE SEANCE:

- Le Président de séance, M. Willy GATUHAU, soumet le procès-verbal du conseil municipal du 23 juin 2022 à l'approbation des conseillers, conformément à l'article 32 du règlement intérieur.
- Le procès-verbal du 23 juin 2022 est approuvé à l'unanimité.

3) EXAMEN DU PROJET DE DELIBERATION:

I - DELIBERATION N°2022/45 : relative à la démission d'un conseiller municipal et à l'installation de son successeur.

RAPPORT COMMUN N°45-46-47 :

Par lettre reçue en mairie le 23 août 2022, Monsieur Norbert KOTOPEU a informé le Maire de sa décision de démissionner du conseil municipal.

La démission d'un conseiller municipal devient définitive dès réception par le maire qui en informe le haut-commissaire de la République (article L.121-21 du code des communes).

Conformément à l'article L. 270 du code électoral, « le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit. »

En conséquence, Monsieur Steeve BARBE qui figurait au 31^{ème} rang sur la liste « Païta en confiance » est déclaré installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Monsieur Steeve BARBE est inscrit en 35^{ème} position sur le tableau des élus en application de l'article R.121-10 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie qui dispose ce qui suit : « l'ordre du tableau est déterminé (...) : 1° Par la date la plus ancienne de nomination intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ».

Par ailleurs, la démission de Monsieur Norbert KOTOPEU commande son remplacement au sein des commissions communales permanentes suivantes :

- commission des travaux et des équipements publics,
- commission de l'environnement et du patrimoine,
- commission de dénomination des voies, places et édifices publics communaux.

Il convient également de pourvoir au remplacement de Monsieur Norbert KOTOPEU au sein du Comité Partenarial Coutumier de Païta.

Conformément à l'article L.121-12 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou présentation. Toutefois, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Considérant qu'aucune disposition ne s'y oppose, il est proposé au conseil de ne pas recourir au scrutin secret pour désigner les membres des commissions municipales permanentes et de la commission temporaire.

Tel est l'objet des délibérations que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

Il est pris acte de la démission Monsieur Norbert KOTOPEU à la date du 23 août 2022 et de l'installation de Monsieur Steeve BARBE dans ses fonctions de conseiller municipal, à la date du 23 août 2022.

II - DELIBERATION N°2022/46 : modifiant la délibération n° 2020/48 du 20 juillet 2020 portant formation des commissions permanentes du conseil municipal.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------|---|------------------|------------------|--------------|---------------|-------------------|-----------------|--------------|----------------|--------------|------------------|--------------|-------------|-----------------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------------|---------------|-----------------|---------------|----------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------|--------------|------------------|--------------|--------------------|------------------|-------------|-------------|----------------|-------------------|---------------|--------------------|------------------|------------------|---------------|-----------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ARTICLE 2 : | <p>L'article 3 de la délibération n°2020/48 modifiée du 20 juillet 2020 susvisée est modifié comme suit :</p> <p>« Les onze (11) commissions permanentes sont composées ainsi qu'il suit :</p> <p><u>Commission des finances, de l'administration générale et des services publics</u></p> <table border="1" data-bbox="906 405 1217 647"> <tr><td>Jessica DEPARDON</td></tr> <tr><td>Joann WINCHESTER</td></tr> <tr><td>Ashley KABAR</td></tr> <tr><td>Anouck LEFERS</td></tr> <tr><td>Michel TEUGASIALE</td></tr> <tr><td>Franck VAKALEPU</td></tr> <tr><td>André FOREST</td></tr> </table> <p><u>Commission des travaux et des équipements publics</u></p> <table border="1" data-bbox="906 683 1217 925"> <tr><td>Henri HELLOUIN</td></tr> <tr><td>Marcel PAITA</td></tr> <tr><td>Gregory GUILBAUD</td></tr> <tr><td>Steeve BARBE</td></tr> <tr><td>Sosefo LEMO</td></tr> <tr><td>Vitolio TAUVALE</td></tr> <tr><td>Jessica MARENGO</td></tr> </table> <p><u>Commission de l'enseignement et de la vie scolaire</u></p> <table border="1" data-bbox="906 960 1217 1202"> <tr><td>Maryline D'ARCANGELO</td></tr> <tr><td>Soana TAGATAMANOGI</td></tr> <tr><td>Stéphane N'GADIMAN</td></tr> <tr><td>Anouck LEFERS</td></tr> <tr><td>Alexis FELOMAKI</td></tr> <tr><td>Béniéla LOREE</td></tr> <tr><td>Catherine GAIA</td></tr> </table> <p><u>Commission des sports</u></p> <table border="1" data-bbox="906 1238 1217 1480"> <tr><td>Jean KROMOPAWIRO</td></tr> <tr><td>Soana TAGATAMANOGI</td></tr> <tr><td>François TAUMAKO</td></tr> <tr><td>Stephane N'GADIMAN</td></tr> <tr><td>Michel TEUGASIALE</td></tr> <tr><td>Manina TEHEI</td></tr> <tr><td>André FOREST</td></tr> </table> <p><u>Commission de la jeunesse et de la cohésion sociale</u></p> <table border="1" data-bbox="906 1516 1217 1758"> <tr><td>Vaisioa LAGIKULA</td></tr> <tr><td>Sonia CLAVEL</td></tr> <tr><td>Sylviana GERVOLINO</td></tr> <tr><td>François TAUMAKO</td></tr> <tr><td>Sosefo LEMO</td></tr> <tr><td>Gerd PREVOT</td></tr> <tr><td>Catherine GAIA</td></tr> </table> <p><u>Commission de l'aménagement urbain</u></p> <table border="1" data-bbox="906 1794 1217 2036"> <tr><td>Michel TEUGASIALE</td></tr> <tr><td>Anouck LEFERS</td></tr> <tr><td>Amandine BUI DUYET</td></tr> <tr><td>Béatrice MERCIER</td></tr> <tr><td>Jessica DEPARDON</td></tr> <tr><td>Béniéla LOREE</td></tr> <tr><td>Jessica MARENGO</td></tr> </table> | Jessica DEPARDON | Joann WINCHESTER | Ashley KABAR | Anouck LEFERS | Michel TEUGASIALE | Franck VAKALEPU | André FOREST | Henri HELLOUIN | Marcel PAITA | Gregory GUILBAUD | Steeve BARBE | Sosefo LEMO | Vitolio TAUVALE | Jessica MARENGO | Maryline D'ARCANGELO | Soana TAGATAMANOGI | Stéphane N'GADIMAN | Anouck LEFERS | Alexis FELOMAKI | Béniéla LOREE | Catherine GAIA | Jean KROMOPAWIRO | Soana TAGATAMANOGI | François TAUMAKO | Stephane N'GADIMAN | Michel TEUGASIALE | Manina TEHEI | André FOREST | Vaisioa LAGIKULA | Sonia CLAVEL | Sylviana GERVOLINO | François TAUMAKO | Sosefo LEMO | Gerd PREVOT | Catherine GAIA | Michel TEUGASIALE | Anouck LEFERS | Amandine BUI DUYET | Béatrice MERCIER | Jessica DEPARDON | Béniéla LOREE | Jessica MARENGO | ADOPTE |
| Jessica DEPARDON | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Joann WINCHESTER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ashley KABAR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Anouck LEFERS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Michel TEUGASIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Franck VAKALEPU | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| André FOREST | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Henri HELLOUIN | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Marcel PAITA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gregory GUILBAUD | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Steeve BARBE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sosefo LEMO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vitolio TAUVALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jessica MARENGO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Maryline D'ARCANGELO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soana TAGATAMANOGI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Stéphane N'GADIMAN | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Anouck LEFERS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Alexis FELOMAKI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Béniéla LOREE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Catherine GAIA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jean KROMOPAWIRO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Soana TAGATAMANOGI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| François TAUMAKO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Stephane N'GADIMAN | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Michel TEUGASIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Manina TEHEI | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| André FOREST | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vaisioa LAGIKULA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sonia CLAVEL | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sylviana GERVOLINO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| François TAUMAKO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sosefo LEMO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gerd PREVOT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Catherine GAIA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Michel TEUGASIALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Anouck LEFERS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amandine BUI DUYET | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Béatrice MERCIER | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jessica DEPARDON | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Béniéla LOREE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jessica MARENGO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | |
|-------------|---|--|--------|
| | <u>Commission de la culture</u> | Amandine BUI DUYET Luciano TAKATAI Ashley KABAR Alexis FELOMAKI François TAUMAKO Gerd PREVOT Catherine GAIA | |
| | <u>Commission de l'environnement et du patrimoine</u> | Sonia CLAVEL Michel TEUGASIALE Luciano TAKATAI Steeve BARBE Malia NETI Manina TEHEI Catherine GAIA | |
| | <u>Commission de l'hygiène et de la sécurité</u> | André GUERRY Grégory GUILBAUD Béatrice MERCIER Alexis FELOMAKI Stéphane N'GADIMAN Béniéla LOREE Catherine GAIA | |
| | <u>Commission de dénomination des voies, places et édifices publics communaux</u> | Sylviana GERVOLINO Marcel PAITA Steeve BARBE Vaisioa LAGIKULA Stéphane N'GADIMAN Gerd PREVOT Jessica MARENGO | |
| | <u>Commission de la condition féminine</u> | Lusia THOMERT Soana TAGATAMANOI Béatrice MERCIER Malia NETI North TAPU Manina TEHEI Catherine GAIA | |
| | <u>Le reste sans changement.</u> | | |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

III - DELIBERATION N°2022/47 : modifiant la délibération n°2020/54 du 20 juillet 2020 portant création d'un comité consultatif dénommé « Comité Partenarial Coutumier de Païta ».

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|-------------------------|--|---------------------|--|------------------------|--|------------------------|--|------------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE | | | | | | | | | | |
| ARTICLE 2 : | Le tableau figurant à l'article 3 de la délibération n°2020/54 du 20 juillet 2020 susvisée est modifié ainsi qu'il suit : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 5px 0;"> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: middle;">MEMBRES ISSUS DU CONSEIL MUNICIPAL</td> <td style="text-align: center;"><i>Jean KROMOPAWIRO</i></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><i>Steeve BARBE</i></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><i>Luciano TAKATAI</i></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><i>Vitollo TAUVALE</i></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"><i>Jessica MARENGO</i></td> </tr> </table> </div> Le reste sans changement | MEMBRES ISSUS DU CONSEIL MUNICIPAL | <i>Jean KROMOPAWIRO</i> | | <i>Steeve BARBE</i> | | <i>Luciano TAKATAI</i> | | <i>Vitollo TAUVALE</i> | | <i>Jessica MARENGO</i> | ADOPTE |
| MEMBRES ISSUS DU CONSEIL MUNICIPAL | <i>Jean KROMOPAWIRO</i> | | | | | | | | | | | |
| | <i>Steeve BARBE</i> | | | | | | | | | | | |
| | <i>Luciano TAKATAI</i> | | | | | | | | | | | |
| | <i>Vitollo TAUVALE</i> | | | | | | | | | | | |
| | <i>Jessica MARENGO</i> | | | | | | | | | | | |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE | | | | | | | | | | |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE | | | | | | | | | | |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

IV - DELIBERATION N°2022/48 : prenant acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie relatif à la gestion de la commune sur les exercices 2015 et suivants.

RAPPORT :

En application de l'article L.262-7 du Code des juridictions financières, la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie a procédé à l'examen de la gestion des comptes de la commune concernant les exercices 2015 et suivants.

L'instruction a débuté en juin 2021 pour se clôturer le 16 juin 2022 par l'arrêt des observations définitives. Celles-ci, sous la forme d'un rapport d'observations définitives, ont été notifiées au maire le 11 août 2022 complétées des réponses de la commune.

Elles doivent être communiquées à l'assemblée délibérante lors de sa plus proche réunion et donner lieu à débat. Jusqu'à cette date, ces documents conservent un caractère confidentiel.

Conformément aux dispositions de l'article L.262-69 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives a donc été annexé à la convocation de la présente séance du conseil.

Le rapport couvre les modalités d'administration de la commune, les modalités d'exercice de ses compétences, la fiabilité des comptes et la situation financière de la collectivité.

A l'issue de son contrôle la chambre a émis 14 recommandations de régularité et 2 recommandations de performance.

Ce rapport accompagné des réponses de la mairie peut, à compter de la présente séance, être rendu public par la chambre territoriale des comptes en vertu des dispositions de l'article R. 262-128 du Code des juridictions financières.

Par ailleurs, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives au conseil municipal, le maire présentera, devant la présente assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre territoriale des comptes. Ce rapport sera communiqué à cette dernière.

Il vous est, en conséquence, demandé de prendre acte de la présentation du rapport d'observations définitives accompagné des réponses de la commune et de la tenue du débat au sein de notre assemblée.

Tel est l'objet de la délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- Monsieur le Maire demande au secrétaire général de faire un point sur les modalités de ce contrôle.
- Le secrétaire général explique que durant cette période de 12 mois l'instruction a fait l'objet de trois questionnaires, qui ont abordé 14 thématiques différentes. Comprenant 113 questions et réponses avec la transmission de nombreux documents. En termes de volume, c'est 2 509 fichiers vérifiés puis transmis qui ont totalisé 2,2 mégaoctets. La juge en charge de ce contrôle à souligner la rapidité, la qualité et la quantité des éléments et réponses fournies par la commune. Outre les 16 recommandations, la Chambre relève les points positifs constatés, notamment la clarification des modalités de l'instruction des demandes de subventions ainsi que le contrôle des organismes subventionnés. Le constat, que le montant du FIP versé en 2020 n'a pas pu tenir compte de l'augmentation de 19,1 % de la population constatée entre 2014 et 2019, soit une différence de 112 millions. Les efforts entrepris en fonctionnement qui permettent la stabilisation 2019 et la baisse en 2020 des charges à caractère général. L'augmentation du recours à l'emprunt pour financer les investissements en respectant le seuil de l'AFD. Le respect des règles de convocation, d'information et de tenue du conseil. La conformité aux dispositions de l'instruction générale et comptable M14 de la tenue des comptes de la commune, depuis 2017, l'équilibre du budget annexe sans recours à la subvention du budget principal, les efforts

d'amélioration du recouvrement de la REOM. Et depuis la création de la SEUR, la réalisation de travaux importants estimés à 4,5 milliards de francs. Et enfin, la modification du tarif de l'eau votée en décembre 2021, calculée en fonction du volume consommé, plus équitable et supprimant le surpris qui avait été demandé lors du précédent contrôle de la Chambre Territoriale des Comptes.

- Monsieur le Maire fait un point concernant les 16 recommandations de la CTC. Pour la première, « *S'assurer, à compter de 2023, de la présentation du rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique des sociétés d'économie mixte dont la commune est membre au conseil municipal en application de l'article L. 1524-3 du code général des collectivités territoriales* », il explique que cela concerne la SEM-AGGLO, ENERCAL et la SECAL. Cela sera mis en œuvre en 2023. Pour la deuxième, « *Présenter chaque année au conseil municipal un rapport sur l'activité du conseil partenarial coutumier en application des dispositions de l'article L. 121-20-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie* », l'instruction a été donnée au service Jeunesse et de la cohésion sociale concernant le bilan 2022 qui sera présenté en 2023. La troisième, « *Respecter dès 2022 les dispositions de l'article L. 121-13 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie prévoyant la sortie du maire lors du vote du compte administratif et le mentionner dans le compte-rendu de séance* », cela a toujours été le cas, mais il convenait de l'indiquer dans le compte-rendu de séance. Ainsi, cela est effectif depuis le conseil municipal du 24 mars 2022. Quatrième recommandation, « *Dès 2022, rendre compte, à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal, des décisions prises par le maire en vertu de la délégation qui lui a été accordée par le conseil municipal conformément aux dispositions prévues par le 3ème alinéa de l'article L.122-21 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie* », chose également faite depuis le conseil municipal du 24 mars 2022 et à chaque séance. Cinquième recommandation, « *Mettre en œuvre dès 2022 l'ensemble des dispositions relatives à la formation des élus prévues par l'article L. 121-37 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie* », il explique que c'est ce que l'on appelle le fameux 1 %. Il ajoute que cela est à l'étude, des crédits ont été inscrits au BP 2022 et qu'une délibération cadre sera préparée. Recommandation six, « *Cesser dès 2022 l'attribution de véhicule de fonction en faveur des élus* », il indique que cela a cessé immédiatement. Il explique qu'il s'agit des véhicules mis à disposition, et autorisés à remiser à domicile, pour certains élus, au vu de leur mission. Il pense notamment à l'adjoint en charge des sports qui trois week-ends sur quatre par mois est sur les terrains. De plus, le pôle logistique aura à terme la gestion du parc automobile pour l'optimiser et gérer les réservations pour les agents et pour les élus dans le cadre de leur mission. Le pôle logistique étudie également le lieu de remisage des véhicules (atelier municipaux, autres). Recommandation sept, « *Dès 2023, clarifier la politique d'attribution des logements de fonctions pour nécessité absolue de service ou utilité de service en application de l'article R.94 du code du domaine de l'Etat* », il indique que cela est à l'étude. Il y a des échanges sur les modalités précises d'application. Pour les cadres concernés, c'est considéré comme un avantage, donc qui nécessite une déclaration fiscale auprès de la DSF. De plus, il souligne que ces logements sont liés aux missions des agents. Comme ceux qui assurent une astreinte technique. Recommandation

huit, « Prendre une délibération fixant les règles d'utilisation du parc de véhicule de la commune en application de l'article L. 123-1-1 du code des communes de Nouvelle-Calédonie », il explique que c'est le sujet vu un peu au-dessus et qu'une délibération est proposée par la suite. Neuvième recommandation, « Prendre une délibération annuelle nominative fixant les conditions d'attribution et d'utilisation des véhicules de fonction mis à disposition de certains agents conformément à l'article L. 123-1-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie », la délibération est inscrite à notre ordre du jour. Recommandation dix, « Déclarer à la direction des services fiscaux l'ensemble des avantages en nature attribué », cela a été fait par courrier aux agents concernés pour l'année 2021, ainsi que le rattrapage sur les salaires. La Déclaration Nominative des Salaires a été corrigée et transmise à la Direction des Services Fiscaux. Recommandation onze, « Dès 2022, renseigner toutes les annexes prévues aux budgets primitifs et aux comptes administratifs conformément aux articles L. 121-37, L. 211-4, L. 211-7, L. 212-2-1, L. 212-3 et D. 212-2-1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie », cette recommandation est appliquée à compter de la DM1. Recommandation douze, « Réaliser un inventaire physique et comptable des biens de la commune conformément aux dispositions de l'instruction comptable et budgétaire M. 14 », cela requiert des moyens humains dont la commune ne dispose pas aujourd'hui. Cependant, un premier travail a commencé à l'Arène du Sud et non poursuivi. Recommandation treize, « Dès 2022, constituer les provisions nécessaires en application des articles L. 221-2 (20°) et D. 221-4 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie », cela est en cours. La constitution commencée lors du BP 2022, 30 millions au budget principal et 10 millions au budget annexe. Recommandation quatorze, « Dès 2022, réaliser périodiquement des vérifications des régies d'avances et de recettes en application de l'article 19 du décret n° 2012-829 du 27 juin 2012 relatif aux dispositions applicables aux régies de recettes, aux régies d'avances et aux régies de recettes et d'avances des collectivités publiques de la Nouvelle-Calédonie et de leurs établissements publics », cela est réalisé par un contrôle de caisse par la chef de service qui a été formée en juillet par la TPS chaque fin de mois depuis juin. La trésorerie a réalisé un contrôle en août dernier. Concernant les deux recommandations de performance, la première est de « Mettre en place un contrôle interne de son parc automobile avec l'instauration d'un carnet de bord pour chaque véhicule afin de suivre le coût des véhicules de service conformément à la délibération qui en fixe les règles ». Il explique que c'est en cours, les carnets d'entretien ont été remis en janvier 2022 dans les véhicules de service avec un contrôle mensuel par un agent du pôle logistique. Les carnets de bord seront remis à compter du 1^{er} janvier 2023 pour contrôle. La seconde recommandation de performance, « Evaluer à la fin de chaque exercice le montant des indemnités compensatrices de congés payés dont pourraient bénéficier les agents contractuels et inscrire une provision correspondante à son bilan », cela est à l'étude par le service du personnel pour une inscription au BP 2023. Monsieur le Maire félicite le secrétaire général et les équipes. En conclusion, sur les 16 recommandations huit d'entre elles ont été mises en œuvre, soit 50 %. A l'étude, quatre recommandations, soit 25 %. Trois recommandations en cours, soit 18,75 % et non réalisée, une, 6,25 %. Ainsi, il

s'agit pour la commune dans un an d'être au rendez-vous de ce rapport. Monsieur le Maire laisse place au débat.

- Monsieur LOREE, concernant la recommandation n°5, demande si tous les élus sont concernés ?
- Monsieur le Maire répond que c'est une obligation.
- Le secrétaire général complète en indiquant qu'il conviendra d'adopter une délibération pour définir les orientations du plan de formation des élus de la commune.
- Monsieur le Maire rajoute qu'il souhaite entendre tous les élus sur leurs besoins, pour essayer de proposer un plan de formation qui répond aux besoins des uns et des autres. La thématique qu'il juge indispensable est la question budgétaire.

Il est pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie relatif à la gestion de la commune sur les exercices 2015 et suivants et de la tenue du débat au sein du conseil municipal.

V - DELIBERATION N°2022/49 : prenant acte des décisions du maire prises en application des articles L. 122-20 et L. 122-21 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie.

RAPPORT :

Conformément à l'article L.122-21 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, le maire doit rendre compte au conseil municipal des décisions prises en application de l'article L. 122-20.

16 décisions sont ainsi présentées à l'assemblée.

- ❖ Décision n°2022/15 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/16 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/17 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/18 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/19 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal en vue d'édifier un caveau de famille,
- ❖ Décision n°2022/20 du 09 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/21 du 21 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal en vue d'édifier un caveau de famille,
- ❖ Décision n°2022/22 du 21 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/23 du 21 juin 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal,
- ❖ Décision n°2022/24 du 21 juin 2022 : relative à une action en justice,

- ❖ Décision n° 2022/25 du 29 juin 2022 : relative à une action en justice.
- ❖ Décision n° 2022/26 du 05 juillet 2022 : relative à la signature d'un avenant n °1 au marché de gré à gré n °98.2.21.20.7.07.00 portant sur les travaux de construction des vestiaires de rugby, commune de Païta,
- ❖ Décision n° 2022/27 du 07 juillet 2022 : portant concession de terrain dans le cimetière communal en vue d'édifier un caveau de famille ;
- ❖ Décision n° 2022/28 du 13 juillet 2022 : relative à la passation du marché de gré à gré n°98.2.21.22.T.05.00 relative à la réalisation d'une passerelle piétonne à Ondémia ;
- ❖ Décision n° 2022/29 du 13 juillet 2022 : relative à la passation du marché de gré à gré n°98.2.21.22.T.07.00 relative à la réalisation d'une tranchée drainante au captage d'eau potable de Tamoà ;
- ❖ Décision n° 2022/30 du 18 juillet 2022 : relative à la signature d'un avenant n°3 au contrat d'assurance ALLIANZ COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

Conformément à l'article L 122-20 et L 122-21 du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, l'assemblée prend acte des 16 décisions du Maire.

VI - DELIBERATION N°2022/50 : portant modification du règlement intérieur du conseil municipal.

RAPPORT :

L'ordonnance n° 2021-1310 et le décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021, portant tous deux réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet dernier.

Ces textes ont notamment pour objet de simplifier les outils à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements pour assurer l'information du public et la conservation de leurs actes.

La réforme affecte principalement les procès-verbaux (PV) de séance des assemblées délibérantes locales, les comptes-rendus des séances du conseil municipal et le registre des délibérations.

- La suppression du compte-rendu de séance du conseil municipal, au profit de l'harmonisation du régime du PV de séance

L'ordonnance met fin à l'obligation d'affichage en mairie du compte-rendu de séance du conseil municipal, dès lors que ce compte-rendu tend à se confondre avec le PV de séance. La commune devra, toutefois, afficher et publier sur son site internet la liste des

délibérations examinées par l'organe délibérant, afin d'assurer une information simple et rapide des administrés.

Les PV de séance des assemblées délibérantes des communes calédoniennes font l'objet, quant à eux, d'une clarification de leur régime : leur contenu est dorénavant précisément encadré.

En application de l'article L. 121-14 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, ils doivent contenir la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Ils doivent également faire l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet de la commune. Toutefois, un exemplaire papier doit toujours être mis à la disposition du public.

- Le léger toilettage du registre des délibérations du conseil municipal et des actes du maire

La réforme supprime l'obligation de signature du registre des délibérations par l'ensemble des conseillers municipaux présents le jour de la séance, à la faveur d'une signature seulement par le maire et le(s) secrétaire(s) de séance.

Le décret modifie en conséquence, mais à la marge en réalité, les modalités de tenue du registre des délibérations et des actes du maire, en précisant également que, lorsque la tenue du registre est organisée sur support numérique et que les délibérations sont signées électroniquement, le maire et le secrétaire de séance apposent leur signature manuscrite, pour chaque séance, sur le registre papier.

La réforme ne modifie donc pas la règle selon laquelle la tenue du registre des délibérations et des actes du maire est assurée sur papier, le support numérique de ce registre ne pouvant être organisé mais uniquement à titre complémentaire.

Il convient en conséquence de modifier les articles 37, 38 et 39 du règlement intérieur du conseil municipal respectivement dédié au compte-rendu, au procès-verbal et aux délibérations.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

VII - DELIBERATION N° 2022/51 : portant mise à disposition de véhicules de fonction.

RAPPORT COMMUN N° 51-52 :

PREAMBULE

Notre assemblée a pris connaissance du rapport d'observations définitives de la Chambre Territoriale des Comptes sur la gestion de la Ville pour les exercices 2015 et suivants. La chambre a formulé des recommandations parmi lesquelles figurent :

- « *prendre une délibération fixant les règles d'utilisation du parc de véhicules de la commune* »

C'est l'objet des projets de délibérations soumis à votre examen.

LA MISE A DISPOSITION DE VEHICULES DE FONCTION

Aux termes de l'article L.123-1-1 alinéa 1 du code des communes de la Nouvelle-Calédonie, le conseil peut, selon des conditions fixées par une délibération annuelle, mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

L'alinéa 2 de l'article en ce qu'il régit les « autres avantages en nature » laissait entendre que l'attribution d'un véhicule à un membre du conseil municipal constituait un avantage en nature lui conférant *de facto* la nature d'un véhicule de fonction.

Toutefois, la Chambre Territoriale des Comptes a porté à l'attention de la commune une réponse ministérielle en date du 20 mai 2021 qui semble démentir cette analyse. Elle précise expressément que le véhicule ne peut être attribué à des élus municipaux que « lorsque l'exercice de leurs mandats le justifie » et qu'il ne peut donc s'agir que d'un véhicule de service, et non d'un véhicule de fonction.

Il convenait dès lors d'en tirer les conséquences. C'est pourquoi, il a été mis fin à la mise à disposition de véhicules de fonctions aux membres du conseil en bénéficiant pour compter du 30 août 2022.

Au regard des responsabilités qui leur incombent, des contraintes de déplacement et de temps inhérentes aux emplois fonctionnels et de certains emplois de direction, il est proposé l'attribution de façon permanente et exclusive d'un véhicule de fonction aux titulaires des emplois suivants :

- secrétaire général ;
- secrétaire générale adjointe ;
- directeur de cabinet ;
- directrice adjointe de cabinet ;
- directeur des services techniques.

Le véhicule dit « de fonction » est un véhicule mis à la disposition permanente et exclusive d'un agent en raison de sa fonction ou de son emploi. Il est affecté à l'usage privatif du fonctionnaire pour les nécessités de service ainsi que pour ses déplacements d'ordre non professionnel.

L'octroi d'un véhicule de fonction est un élément de la rémunération de l'agent bénéficiaire. Il constitue donc un avantage en nature pour la partie privative de l'utilisation du véhicule et, à ce titre, constitue un revenu imposable au titre de l'article 91 du code des impôts de la Nouvelle-Calédonie.

Une telle attribution fait l'objet d'une délibération annuelle. Il conviendra donc d'en délibérer tous les ans, à la date anniversaire de la présente délibération.

Il est donc proposé au conseil d'attribuer des véhicules aux titulaires des emplois recensés ci-dessus, de retenir le mode d'évaluation forfaitaire pour le calcul de l'avantage en nature et de fixer les modalités d'usage des véhicules (délibération n°2022/52).

LE REGLEMENT INTERIEUR

La bonne gestion des véhicules, notamment en terme d'entretien, mais également les contraintes juridiques s'imposant à la commune et à ses agents, supposent que les utilisateurs des véhicules communaux soient informés de certains principes relatifs à leur emploi. Ce sera chose faite grâce à l'édiction d'un règlement intérieur.

Le règlement précisera notamment les règles d'accréditation des conducteurs, les conditions de remisage des véhicules de service à domicile ou encore les périmètres de circulation et les possibilités d'y déroger.

Il est à noter qu'aucune accréditation ne pourra être délivrée si l'agent n'est pas titulaire du permis de conduire depuis au moins un an.

Ce règlement sera organisé en 6 chapitres relatifs :

- aux catégories de véhicules mis à dispositions des agents et la nature des déplacements ;
- aux conditions relatives aux personnes ;
- aux modalités d'utilisation des véhicules ;
- aux conditions de remisage à domicile ;
- aux accidents ;
- aux responsabilités.

Le conseil municipal est compétent pour fixer les règles d'attribution et d'utilisation des véhicules de fonction et de service.

Il vous est en conséquence proposé d'adopter un règlement intérieur relatif à la mise à disposition et aux conditions d'utilisation des véhicules de service (délibération n° 2022/52). Ce règlement a été soumis à l'avis du Comité Technique Paritaire dans sa séance du 23 août 2022.

Tel est l'objet des présentes délibérations que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 6 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 7 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

VIII - DELIBERATION N° 2022/52 : adoptant le règlement intérieur relatif aux conditions de mise à disposition et d'utilisation des véhicules communaux.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

IX - DELIBERATION N°2022/53 : approuvant la décision modificative n° 1 du budget de l'exercice 2022.

RAPPORT COMMUN N°53-54 :

La décision modificative n° 1 (D.M.1) de l'exercice 2022 est proposée à la somme de trois cent dix-huit millions neuf cent trente-quatre mille cinq cent soixante-quinze francs (318 934 575 XFP), en recettes et en dépenses :

- en section de fonctionnement, le budget prend en compte des ajustements et des nouvelles inscriptions pour deux cent trente-neuf millions neuf cent trente-cinq mille six cent sept francs (239 935 607 XPF),
- en section d'investissement, il prend en compte des ajustements et des nouvelles inscriptions de crédits pour soixante-dix-huit millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille neuf cent soixante-huit francs (78 998 968 XPF).

Les mouvements significatifs de la présente décision modificative apparaissent sur les tableaux ci-après :

I – AU TITRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

a) en recettes : + 239 935 607 XPF

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | VOTE | DM1 | TOTAL |
|----------------------------|--|----------------------|--------------------|----------------------|
| 013 | Atténuation des charges 6419-6459 | 0 | 7 447 326 | 7 447 326 |
| 70 | Produits des services | 182 575 500 | 3 680 000 | 186 255 500 |
| 73 | Impôts et taxes | 700 244 070 | 89 449 760 | 789 693 830 |
| 74 | Dotations/subventions | 1 887 136 832 | 117 646 140 | 2 004 782 972 |
| 75 | Autres produits | 8 201 050 | 0 | 8 201 050 |
| 76 | Produits financiers | 0 | 0 | 0 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0 | 21 712 381 | 21 712 381 |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | 0 | | 0 |
| | Recettes réelles | 2 778 157 452 | 239 935 607 | 3 018 093 059 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (777) | 1 599 600 | 0 | 1 599 600 |
| | Recettes d'ordre | 1 599 600 | 0 | 1 599 600 |
| | Total recettes (hors 002) | 2 779 757 052 | 239 935 607 | 3 019 692 659 |
| 002 | Résultat reporté | 217 932 739 | 0 | 217 932 739 |
| | Total recettes | 2 997 689 791 | 239 935 607 | 3 237 625 398 |

Au chapitre 013 – Atténuation des charges + 7 447 326 XPF

Il s'agit pour 2 395 586 XPF de remboursement sur rémunérations du personnel et pour 5 051 740 XFP de remboursement de Malakoff Humanis sur la retraite complémentaire AGIRC-ARCCO.

Au chapitre 70 – Produits de service + 3 680 000 XPF

Il s'agit de l'inscription de compléments en recettes, notamment + 3 000 000 XPF pour les concerts de l'Arène du Sud, + 200 000 XPF sur les redevances et droits des services

à caractère culturel et + 480 000 XPF en redevance d'occupation du domaine communal (location du marché municipal).

Au chapitre 73 – Impôts et taxes + 89 449 760 XPF

Il s'agit de l'inscription de compléments en recettes, notamment + 53 872 983 F pour les centimes additionnels (droits d'enregistrement, impôts sur les revenus et patentes), + 1 000 000 XPF sur les produits d'amendes de police et + 2 458 400 XPF sur la redevance d'immatriculation.

48 118 377 XPF sont inscrits au titre du Fonds de Péréquation Inter Communal 2022 (FPIC) contre 60 850 002 XPF perçus en 2021, soit une diminution de 21%.

Compte tenu que le surprix eau est supprimé à compter du 01/01/2022, la recette de 24 000 000 XPF prévue à ce titre au BP 2022 est réduite de 16 000 000 XPF en DM1.

Au chapitre 74 – Dotations et Subventions + 117 646 140 XPF

Une recette de 63 304 654 XPF est inscrite au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux 2022 (DETR) contre 61 960 501 XPF en 2021, soit une augmentation d'environ 2 %.

Une recette de 2 386 634 XPF est inscrite au titre du Fonds Inter communal de Prévention contre la Délinquance 2022 (FIPD).

Des compléments de recettes sont inscrits, notamment :

- + 7 030 195 XPF au titre de la Dotation d'Aménagement Communale (DACOM) qui passe à 214 370 047 XPF en 2022 contre 207 339 852 XPF en 2021, soit une augmentation de 3.3 % ;
- + 27 998 877 XPF au titre du Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP) qui passe à 1 077 998 877 XPF en 2022 contre 1 119 333 464 XPF en 2021, soit une diminution de 3.7%. Pour mémoire, 1 050 000 000 XPF avaient été prudemment budgété au budget primitif.

Les recettes inscrites au BP 2022 au titre du contrat d'agglomération 2022 sont réduites ainsi qu'il suit, conformément au taux de participation confirmé par l'Etat et la Province Sud sur la tranche 2022 du fonctionnement :

- - 5 764 220 XPF sur la participation de l'Etat,
- - 2 310 000 XPF sur la participation de la province Sud.

La province Sud accorde à la ville de Païta un complément de subvention de 15 000 000 XPF dans le cadre de la mission de protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Une subvention exceptionnelle de 10 000 000 XPF est accordée à la ville de Paita par la Province Sud pour financer les agents de médiation aux abords des collèges.

Au chapitre 77 – Produits exceptionnels + 21 712 381 XPF

1 712 381 XPF sont inscrits au titre d'indemnités de remboursement perçus de GAN Assurance et 20 000 000 XPF sont inscrits au titre des annulations de rattachements 2021.

b) en dépenses : + 239 935 607 XPF

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | VOTE | DM1 | TOTAL |
|----------------------------|---------------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|
| 60 | Achats | 201 193 359 | 54 377 061 | 255 570 420 |
| 61 | Autres charges externes | 518 972 764 | 129 360 857 | 648 333 621 |
| 62 | Autres services externes | 165 815 767 | 56 140 500 | 221 956 267 |
| 63 | Impôt et taxes | 250 000 | 900 000 | 1 150 000 |
| 011 | Dépenses de services | 886 231 890 | 240 778 418 | 1 127 010 308 |
| 012 | Salaires | 1 255 666 895 | -28 561 300 | 1 227 105 595 |
| 014 | Atténuations de produits | 20 200 000 | -16 314 | 20 183 686 |
| 65 | Subventions | 186 447 762 | 3 299 402 | 189 747 164 |
| 6611.1 | Intérêts | 50 000 000 | 0 | 50 000 000 |
| 6611.2 | ICNE | 3 000 000 | 0 | 3 000 000 |
| 6615 | Intérêts sur ligne de trésorerie | 1 200 000 | 0 | 1 200 000 |
| 66 | Charges financières | 54 200 000 | 0 | 54 200 000 |
| 67 | Dépenses exceptionnelles | 46 850 896 | 23 900 000 | 70 750 896 |
| 68 | Provisions semi- budgétaires | 20 000 000 | | 20 000 000 |
| | Dépenses réelles | 2 469 597 443 | 239 400 206 | 2 708 997 649 |
| 68 | Dotations amortissements / provisions | 84 812 776 | | 84 812 776 |
| 042 | Dépenses d'ordre | 84 812 776 | 0 | 84 812 776 |
| | Total dépenses (hors virement 023) | 2 554 410 219 | 239 400 206 | 2 793 810 425 |
| 023 | Virement vers investissement | 443 279 572 | 535 401 | 443 814 973 |
| | Total dépenses | 2 997 689 791 | 239 935 607 | 3 237 625 398 |

Au chapitre 011 – Charges à caractère général + 240 778 418 XFP

Les diverses dotations et subventions permettent d'abonder ce chapitre globalisé utilisé par l'ensemble des services principalement en complément de charges courantes, en prestations de service, en entretien de terrains et de bâtiments et en fêtes et cérémonies pour les illuminations des fêtes de fin d'année.

Au chapitre 012 – Salaires - 28 561 300 XFP

Suite à une erreur de calcul, une surestimation de la prévision de l'indemnité de départ en retraite a été inscrite au BP 2022. Afin de corriger cette écriture, un ajustement des crédits du chapitre 012 est donc effectué au titre de la décision modificative n° 1.

Au chapitre 014 – Atténuation des produits - 16 314 XFP

Il s'agit de l'ajustement des crédits relatifs au reversement des centimes additionnels à la Nouvelle-Calédonie.

Au chapitre 65 – Subventions + 3 299 402 XPF

Il s'agit, pour 2 616 402 XPF, du complément à inscrire pour la participation 2022 versée par la commune à la province Sud dans le cadre de l'ODI 5, pour 183 000 XPF, de l'inscription des crédits nécessaires à la cotisation pour le Fonds d'Allocations des Elus

en Fin de Mandat (FAEFM) et de 500 000 XPF en complément pour les subventions aux associations.

Au chapitre 67 – Dépenses exceptionnelles + 23 900 000 XPF

20 000 000 XPF sont inscrits au titre des annulations de Taxes Communales d'Aménagement et 1 500 000 XPF au titre d'annulations de redevances de collectes d'ordures ménagères, de cantine, de garderie ou de transport scolaire.

2 300 000 XPF sont inscrits pour les aides aux indigents, et 100 000 XPF sont prévus au titre des intérêts moratoires à verser sur marchés publics.

Au chapitre 023 – Virement vers l'investissement + 535 401 XPF

II – AU TITRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

a) en recettes : + 78 998 968 XPF

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | VOTE | RAR | DM1 | TOTAL |
|---|---------------------------------|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| 024 | Cessions d'immobilisations | 201 178 746 | | 100 000 000 | 301 178 746 |
| 13 | Subventions | 611 596 673 | 62 207 120 | -20 085 715 | 653 718 078 |
| 16 | Emprunts | 100 000 000 | | | 100 000 000 |
| 45 | Opérations pour c/tiers | 23 000 000 | 15 082 200 | -1 450 718 | 36 631 482 |
| | Recettes réelles | 935 775 419 | 77 289 320 | 78 463 567 | 1 091 528 306 |
| 040 | Amortissement subv. équipements | 16 786 128 | | | 16 786 128 |
| 040 | Amortissements des équipements | 68 026 648 | | | 68 026 648 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 21 275 800 | | | 21 275 800 |
| | Recettes d'ordre | 106 088 576 | 0 | 0 | 106 088 576 |
| Total recettes (hors virement 023 - hors 1065) | | 1 041 863 995 | 77 289 320 | 78 463 567 | 1 197 616 882 |
| 023 | Virement du fonctionnement | 443 279 572 | | 535 401 | 443 814 973 |
| 1065 | Affectation | 504 170 664 | | | 504 170 664 |
| Total recettes | | 1 989 314 231 | 77 289 320 | 78 998 968 | 2 145 602 519 |

Au chapitre 021 – Virement du fonctionnement + 535 401 XPF

Au chapitre 024 – Cessions d'immobilisations + 100 000 000 XPF

La somme de 100 000 000 XPF est inscrite au titre de la vente du lot 59 du lotissement ZIZA PAITA à la société Azur Piscine conformément à la délibération 2022/29 du 05 mai 2022.

Au chapitre 13 – Subventions – 20 085 715 XPF

En corrélation avec les diminutions de dépenses inscrites en DM1 sur certaines opérations, les recettes sont ajustées ainsi qu'il suit :

- Route du littoral : la recette de la province Sud est diminuée de - 50 000 000 XPF
- Conformément au coût final des travaux réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'entrée du parking de la direction de la sécurité d'incendie et de secours pour l'accueil du véhicule de secours et d'aide aux victimes, la participation d'Almameto a été réévaluée à la somme de 3 535 492 XPF, l'inscription est donc ajustée en DM1 et réduite de - 105 865 XPF.

Les recettes suivantes sont inscrites :

- Sentier du littoral : recette Etat de 3 818 616 XPF ;
- Schéma directeur d'assainissement : recette Etat de 14 200 000 XPF ;
- Digitalisation des services : recette Etat de 1 193 317 XPF ;
- Plan d'Urbanisme Directeur : recette Province Sud de 5 000 000 XPF ;
- Participation de l'OPT sur les travaux de réseau du boulevard de l'Arène du Sud de 5 808 217 XPF.

Au chapitre 45 – Opérations pour compte de tiers – 1 450 718 XPF

En corrélation avec la diminution de dépenses prévue au titre des dépenses du chapitre 45, la recette inscrite initialement au BP 22 est réduite de - 1 450 718 XPF en DM1.

b) en dépenses : + 78 998 968 XFPF

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | VOTE | RAR | DM1 | TOTAL |
|----------------------------------|---|----------------------|--------------------|-------------------|----------------------|
| 16 | Emprunts | 306 000 000 | | | 306 000 000 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 80 838 045 | 23 306 876 | 43 700 000 | 147 844 921 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 28 543 799 | 475 000 | 3 000 000 | 32 018 799 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 110 897 525 | 27 958 174 | -3 700 000 | 135 155 699 |
| 23 | Travaux/ Contrat Agglomération | 522 724 878 | 0 | 600 000 | 523 324 878 |
| 23 | Travaux/ hors CA | 359 845 994 | 44 113 971 | 45 193 117 | 449 153 082 |
| 26 | 261-Participations | 156 000 | | | 156 000 |
| 27 | 275-Dépôts et cautionnement | 750 000 | | | 750 000 |
| 45 | Opérations sur comptes de tiers | 52 511 926 | 7 635 033 | -9 794 149 | 50 352 810 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0 | | | 0 |
| | Dépenses réelles | 1 462 268 167 | 103 489 054 | 78 998 968 | 1 644 756 189 |
| 13 | Subv. d'équipement à transférer au compte de résultat | | | | 0 |
| 040 | Amortissement des équipements | 1 599 600 | | | 1 599 600 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 21 275 800 | | | 21 275 800 |
| | Dépenses d'ordre | 22 875 400 | 0 | 0 | 22 875 400 |
| Total dépenses (hors 001) | | 1 485 143 567 | 103 489 054 | 78 998 968 | 1 667 631 589 |
| 001 | Report 2020 | 477 970 930 | | | 477 970 930 |
| Total dépenses | | 1 963 114 497 | 103 489 054 | 78 998 968 | 2 145 602 519 |

Au chapitre 20 – Immobilisations incorporelles + 43 700 000 XFP

| Article | Nature | Vote | Détails |
|---------|--------|------------|--|
| 2031 | Etudes | 36 800 000 | Etude sur la faisabilité d'un sentier du littoral en baie de Toro et Maa (4,8MF) Etude topographique et Maîtrise d'œuvre (jusqu'à l'avant-projet sommaire) de l'assainissement de la rue James Paddon (1,5MF) Etude du traitement de la rouille sur le bâtiment Arène du Sud (4MF) Etude sur l'aménagement du jardin d'essai (4MF) Etude du schéma directeur d'assainissement (18MF) Etude pour la sécurisation du stade municipal (1,5MF) Etude pour l'installation de caméras de surveillance sur la voie publique (3MF) |

| Article | Nature | Vote | Détails |
|---------|------------------------------|-------------------|--|
| 2051 | Concessions, droits, brevets | 6 900 000 | Logiciel de dématérialisation des pièces comptables (2MF) Logiciel de gestion des actes (4,9MF) |
| | Total | 43 700 000 | |

Au chapitre 204 - Subventions + 3 000 000 XPF

Une subvention de 3 000 000 XPF est allouée à l'association témoignage d'un passé au titre de la participation communale 2022 pour la réalisation des travaux de la villa musée.

Au chapitre 21 - Immobilisations corporelles - 3 700 000 XPF

| Article | Nature | Vote | Détails |
|---------|---|-------------------|--|
| 2111 | Terrains nus | 9 000 000 | Achat d'une parcelle de terrain route d'Onghoué |
| 2128 | Autres agencement et aménagements de terrains | 1 000 000 | Réfection du deck de la place du village |
| 21568 | Autres matériels et outillages incendie | 2 000 000 | Installation de poteaux incendie |
| 2183 | Matériel bureau/informatique | 500 000 | Acquisition imprimante à badge (0,5MF) |
| 2184 | Mobilier | 3 500 000 | Mobilier scolaire (3MF) Mobilier mairie (0,5MF) |
| 2188 | Autres | -19 700 000 | Ecran informatique (0,3MF) Une étude est prévue au titre de l'achat de caméras sur la voie publique, les 20 MF inscrits au BP 22 pour l'acquisition de ces caméras sont rendus en DM1 (-20MF) |
| | Total | -3 700 000 | |

Au chapitre 23- Immobilisations en cours + 45 793 117 XPF

- Opérations hors contrat d'agglomération et hors AP/CP

Il convient d'ajuster les crédits de paiement sur les opérations suivantes :

| Opérations | Objet | Vote | Détails |
|------------|-------------------|-------------------|---|
| 2204 | Travaux bâtiments | 43 100 000 | Revêtement de sol dans la salle de spectacle du dock socioculturel (5MF) Aménagement d'un local cafétéria aux ateliers municipaux (0,5MF) Travaux de relamping (37,6MF) |
| 2205 | Travaux routiers | -5 786 304 | Revêtement de voiries - Marché 21T03 (32 274 730 XPF) Travaux route du littoral : diminution des crédits inscrits au BP 22 de - 38 061 034 XPF |
| 2217 | Réseaux divers | 805 600 | Drain au lot 25 du centre-ville |
| | TOTAL | 38 119 296 | |

- Opérations hors contrat d'agglomération, suivies en AP/CP

Il convient d'ajuster les crédits de paiement sur les opérations suivantes :

| N° d'AP | N° d'Opération | Objet | CP 2022 |
|----------|----------------|-------------------------------------|------------------|
| AP 02/19 | 1970 | Travaux routiers VU 186 - FIPE 2018 | 4 049 149 |
| AP 07/19 | 2050 | Police municipale | 3 024 672 |
| | | | 7 073 821 |

- Opérations sur contrat d'agglomération, suivies en AP/CP

| CA | N° d'AP | N° d'Opération | Objet | CP 2022 |
|-----------|----------|----------------|--|----------------|
| 2017-2021 | AP 07/18 | 1980 | Conflits d'usage - Terrain de football | 600 000 |
| | | | | 600 000 |

Au chapitre 45 - Opération pour compte de tiers - 9 794 149 XPF

Les crédits prévus au BP 2022 sont ajustés et réduits de - 9 794 149 XPF suite à la non reconduction de la convention de participation de la Nouvelle-Calédonie à l'entretien des cours d'eau pour 2022.

c) Autorisations de programmes

AP 2018/03 – Ecoles communales - Travaux et acquisitions

Cette autorisation de programme est augmentée de 500 000 XPF, elle est portée à la somme de 85 800 000 XPF :

- CP Antérieurs : 62 052 864 XPF
- CP 2022 : 23 651 842 XPF
- CP 2023 : 95 294 XPF

AP 2020/02 – Travaux routiers – FIPE 2020

Cette autorisation de programme est augmentée de 16 000 000 XPF, elle est portée à la somme de 81 000 000 XPF :

- CP Antérieurs : 742 000 XPF
- CP 2022 : 58 800 000 XPF
- CP 2023 : 21 458 000 XPF

AP 2022/03 – Travaux routiers – Rue Auguste Bernanos – FIPE 2022

Cette autorisation de programme est créée à hauteur de 45 000 000 XPF pour la réalisation des travaux routiers rue Auguste Bernanos, tranche 2, dans le cadre du FIPE 2022 :

- CP 2023 : 23 000 000 XPF
- CP 2024 : 22 000 000 XPF

AP 2022/04– Etude et acquisitions de caméras de surveillance

Cette autorisation de programme est créée à hauteur de 43 000 000 XPF pour l'acquisition de caméras de surveillance financées par la province Sud :

- CP 2022 : 3 000 000 XPF
- CP 2023 : 20 000 000 XPF
- CP 2024 : 20 000 000 XPF

Tel est l'objet des présentes délibérations que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 6 : | Sans observation | ADOPTÉ |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

| | | |
|------------------------|--------|------------|
| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

X - DELIBERATION N°2022/54 : portant ouverture et révision des autorisations de programme.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTÉ |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

| | | |
|------------------------|--------|------------|
| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XI - DELIBERATION N°2022/55 : approuvant la décision modificative n°1 du budget annexe du service de collecte des déchets ménagers pour l'exercice 2022.

RAPPORT :

Le budget annexe est dédié à un service industriel et commercial : la collecte des déchets ménagers. A ce titre, ce budget doit s'équilibrer par l'encaissement des redevances du service et il est interdit à la collectivité d'intervenir financièrement dans cet équilibre.

La décision modificative n°1 (D.M.1) du budget annexe du service de la collecte des déchets ménagers pour l'exercice 2022 est proposée à la somme de 6 000 000.XFP, en recettes et en dépenses.

Les mouvements de la présente décision modificative apparaissent sur les tableaux ci-après :

I – AU TITRE DE LA SECTION D'EXPLOITATION :

| RECETTES - Chapitre - Libellé | Budget initial | - | Décision modificative n°1 | Budget modifié |
|--|-----------------------|----------|----------------------------------|-----------------------|
| 002 - Excédent de fonctionnement reporté | 0 | | 0 | 0 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | | | | 0 |
| Sous-total opérations d'ordre | 0 | | 0 | 0 |
| 70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 286 954 200 | | 0 | 286 954 200 |
| 77 - Produits exceptionnels | 0 | | 6 000 000 | 6 000 000 |
| Sous-total opérations réelles | 286 954 200 | | 6 000 000 | 292 954 200 |
| Total recettes | 286 954 200 | | 6 000 000 | 292 954 200 |

Au chapitre 77 – Produits exceptionnels + 6 000 000 XFP

La somme de 2 065 728 F est inscrite au titre d'une subvention exceptionnelle de la Province Sud – ADEME dans le cadre d'une étude d'optimisation du service de gestion des déchets.

La somme de 3 934 272 F est inscrite en recettes exceptionnelles (annulations de rattachements antérieurs et annulations des soldes des parts traitements de 2017 et 2018).

| DEPENSES - Chapitre - Libellé | Budget initial | - | Décision modificative n°1 | Budget modifié |
|---|-----------------------|----------|----------------------------------|-----------------------|
| 002 - Déficit de fonctionnement reporté | 484 201 | | 0 | 484 201 |
| 042 - Op. d'ordre de transfert entre sections | 3 935 040 | | 0 | 3 935 040 |
| Sous-total opérations d'ordre | 4 419 241 | | 0 | 4 419 241 |
| 011 - Charges à caractères général | 259 004 959 | | 3 000 000 | 262 004 959 |

| DEPENSES - Chapitre - Libellé | Budget initial | - | Décision modificative n°1 | Budget modifié |
|---|-----------------------|----------|----------------------------------|-----------------------|
| 012 - Charges du personnel | 6 110 000 | | 0 | 6 110 000 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 5 000 000 | | 0 | 5 000 000 |
| 66 - Charges financières | 420 000 | | 0 | 420 000 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 2 000 000 | | 3 000 000 | 5 000 000 |
| 68 - Dotations aux amortissements et provisions | 10 000 000 | | 0 | 10 000 000 |
| Sous-total opérations réelles | 282 534 959 | | 6 000 000 | 288 534 959 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 0 | | | 0 |
| Total dépenses | 286 954 200 | | 6 000 000 | 292 954 200 |

Au chapitre 011 – Charges à caractère général + 3 000 000 XFP

Il s'agit d'inscrire les crédits nécessaires au lancement de l'étude d'optimisation du service des déchets financée à 80% par la province Sud et l'ADEME.

Au chapitre 67 – Charges exceptionnelles + 3 000 000 XFP

Il convient d'inscrire un complément de 3 000 000 XFP aux 2 000 000 XFP inscrits lors du BP 2022 afin de traiter les dossiers d'annulation en instance.

II – AU TITRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

Aucune inscription budgétaire n'est prévue au titre de la section d'investissement.

| RECETTES - Chapitre - Libellé | Budget initial | RAR | Décision modificative n°1 | Budget modifié |
|--|-----------------------|------------------|----------------------------------|-----------------------|
| 021 - Virement de la section d'exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement | 10 270 111 | 0 | 0 | 10 270 111 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 935 040 | 0 | 0 | 3 935 040 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total opérations d'ordre | 14 205 151 | 0 | 0 | 14 205 151 |
| 13 - Subv° d'investissement | 0 | 5 127 008 | 0 | 5 127 008 |
| 16 - Emprunt et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total opérations réelles | 0 | 5 127 008 | 0 | 5 127 008 |
| Total recettes | 14 205 151 | 5 127 008 | 0 | 19 332 159 |

| DEPENSES - Chapitre - Libellé | Budget initial | RAR | Décision modificative n°1 | Budget modifié |
|--|-------------------|------------------|---------------------------|-------------------|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | | | | 0 |
| Sous-total opérations d'ordre | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 1 400 000 | 0 | 0 | 1 400 000 |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 5 000 000 | 6 408 760 | 0 | 11 408 760 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 6 511 644 | 11 755 | 0 | 6 523 399 |
| Sous-total opérations réelles | 12 911 644 | 6 420 515 | 0 | 19 332 159 |
| Total dépenses | 12 911 644 | 6 420 515 | 0 | 19 332 159 |

La balance budgétaire s'établit ainsi qu'il suit :

| Section | Recettes | Dépenses |
|----------------|--------------------|--------------------|
| Exploitation | 292 954 200 | 292 954 200 |
| Investissement | 19 332 159 | 19 332 159 |
| | 312 286 359 | 312 286 359 |

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XII - DELIBERATION N°2022/56 : relative à l'aménagement du réseau routier VU 168 à Gadji, rue Auguste BERNANOS tranche 2.

RAPPORT :

Au titre du FIPE 2022, la Nouvelle-Calédonie a autorisé le financement des travaux d'aménagement du réseau routier VU 168 à Gadji, rue Auguste BERNANOS – tranche 2.

Le plan de financement ci-après doit être approuvé :

| | VU 168 – TRANCHE 2 | % |
|--------------------------------|---------------------------|--------------|
| FIPE 2022 (Nouvelle-Calédonie) | 21 160 711 | 50 % |
| Commune de Païta | 21 160 711 | 50 % |
| Coût total du projet | 42 321 422 | 100 % |

Pour rappel, une première tranche de travaux a été financée à hauteur de 23 708 537 F par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du FIPE 2021.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XIII - DELIBERATION N°2022/57 : habilitant le maire à signer l'accord local de dématérialisation des documents de la chaîne comptable et financière.

RAPPORT :

Le projet de dématérialisation des pièces comptables et des pièces justificatives échangées entre les acteurs de la chaîne comptable et financière a été initié par le trésorier de la province Sud en 2020.

Les communes de Dumbéa et de La Foa ont été les communes « test » en la matière. Les communes de Nouméa, du Mont-Dore et de Yaté sont en phase de test pour le développement du projet de dématérialisation des pièces comptables et des pièces justificatives.

La commune de Païta procède actuellement à des tests permettant de faire évoluer l'outil comptable ASTRE. Les phases suivantes consisteront en un contrôle de la base « fournisseurs » et à l'établissement et au renommage des pièces justificatives. L'ensemble de ces phases constituent les prérequis nécessaires au démarrage des tests pour la mise en œuvre de la dématérialisation des pièces comptables et des pièces justificatives.

La dématérialisation des pièces comptables et des pièces justificatives échangées entre les acteurs de la chaîne comptable et financière s'appuie sur un accord local de dématérialisation qui encadre et fiabilise ce processus entre l'ordonnateur, le comptable public et la Chambre Territoriale des Comptes de Nouvelle-Calédonie. Le maire doit être habilité par le conseil municipal à signer ce présent accord.

La convention est signée intuitu personae par chaque comptable public lors de sa prise de fonction en apposant sa signature à la suite de celle de son prédécesseur.

Cet accord local vaut adhésion des signataires aux dispositions de la convention cadre nationale de dématérialisation, dont il n'est pas détachable.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XIV - DELIBERATION N°2022/58 : sollicitant l'autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes par la commune pour les besoins de son service de police municipale.

RAPPORT :

Conformément à l'article R.511-30 du code de la sécurité intérieure (CSI), l'acquisition, la détention et la conservation d'armes doit être autorisée par le haut-commissaire de la République.

L'autorisation est délivrée pour une durée maximale de cinq (5) ans renouvelable. Elle permet l'acquisition et la détention par la commune des armes dont le port par des agents de police municipale a été individuellement autorisé par arrêté du haut-commissaire.

Pour mémoire, deux demandes d'autorisation d'acquisition, de détention et de conservation d'armes ont d'ores et déjà été formulées aux fins d'équiper policiers municipaux et gardes champêtres de générateurs d'aérosols incapacitant ou lacrymogène, de matraques de type « baton tonfa », de matraques télescopiques et de flash ball relevant des armes de catégories B, C et D (cf. délibérations n°2019/152 du 23 décembre 2019 et n°2021/23 du 28 avril 2021).

Au regard de l'engagement croissant de la police municipale dans l'exercice de ses missions concourant à renforcer au quotidien le bon ordre et la sécurité publique des administrés, il vous est proposé d'habiliter le Maire à effectuer toutes démarches utiles et à signer tous les actes relatifs à l'acquisition, la détention et la conservation par la commune de trois pistolets à impulsion électrique (arme de catégorie B) et de quatre-vingt cartouches pour les besoins du service de la police municipale.

Il s'agit de permettre aux gardes champêtres de la police municipale intervenant sur la voie publique d'agir efficacement et en sécurité lors d'interventions à forte contrainte, notamment pour neutraliser un individu en état d'extrême agitation sans faire usage de technique de sécurité nécessitant un engagement physique des agents de nature à leur occasionner des blessures.

L'utilisation de cette arme est réglementée par l'arrêté du 26 mai 2010 relatif aux précautions d'emploi du pistolet à impulsions électriques par les agents de police municipale.

Ainsi, le pistolet à impulsions électriques n'est utilisé par l'agent de police municipale qu'en situation de légitime défense. Son emploi est subordonné, si les circonstances ne s'y opposent pas, à une mise en garde orale de la personne menaçante concernant l'utilisation à son encontre du pistolet puis à un pointage par faisceau laser. Il est interdit de viser la tête ou le cou.

L'utilisation de cet armement fera l'objet d'une formation préalable au centre régional de formation de la police nationale à Nouméa, et de séances régulières d'entraînement.

Il est enfin précisé que ces armes seront stockées dans la chambre forte du poste de police dans le respect des conditions réglementaires.

Cette autorisation étant délivrée à la commune et non au maire, il appartient au conseil municipal d'en faire la demande.

C'est pourquoi, eu égard à ce qui précède, et à l'importance de garantir la sécurité des agents concourant, dans l'exercice de ses missions, à renforcer au quotidien la tranquillité publique des administrés, il est donc proposé au conseil municipal :

- de solliciter l'autorisation d'acquérir, de détenir et de conserver ce stock d'armes de catégorie B,
- et d'habiliter le Maire à effectuer toutes démarches utiles et à signer tous actes relatifs à l'acquisition, la détention et la conservation d'armes de catégorie B par la commune pour les besoins de son service de police municipale.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTÉ |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|-------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 30 | 0 | 1 (MARENGO) |

XV - DELIBERATION N°2022/59 : autorisant le maire à signer le marché public à commandes n°98.2.21.22.S.01.00 relatif aux travaux de fauchage et débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour le lot n°2 - TAMOA avec l'entreprise FL GARDEN.

RAPPORT COMMUN N°59-60 :

Préambule

Par délibération n°2020/104 du 22 septembre 2020, le conseil municipal a autorisé le maire à signer le marché relatif aux travaux de fauchage et débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour les lots 2 et 3 avec l'entreprise TONTOUTA SERVICES.

Le titulaire du marché susmentionné a été placé en liquidation judiciaire par jugement du tribunal mixte de commerce de Nouméa en date du 6 septembre 2021. Le mandataire liquidateur a renoncé à la poursuite du marché. Aussi, par délibération n°2021/100 du 18 novembre 2021, le conseil municipal a procédé à la résiliation du marché susvisé.

1) Objet des marchés

Les deux marchés publics ont pour objet les travaux de fauchage et de débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour les lots 2 - Tamoa et 3 - Littoral.

Les travaux consistent à réaliser des campagnes de fauchage à l'épaveuse, et de débroussaillage manuel sur les accotements de tout le réseau routier à la demande du maître d'ouvrage.

2) Procédure de dévolution et résultats

a. Choix de la procédure

Il s'agit de marchés de travaux passés sur appel d'offres public ouvert en application des dispositions des articles 24 et suivants de la délibération n°424 du 20 mars 2019, rémunérés au mètre sur la base d'un bordereau de prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Ces marchés dits à bons de commande sont conclus pour une durée d'un an, à compter de la date de notification. Ils pourront être reconduits par tacite reconduction pour la même période dans les conditions prévues à l'article 33-1 de la délibération n°424 du 20 mars 2019.

La durée totale ne peut excéder deux ans, reconduction comprise.

b. Déroulement de la procédure

Suite à l'appel d'offres lancé le 13 mai 2022, la date limite pour la réception des offres était fixée au 2 juin à 11h00.

Sur sept (7) dossiers de consultation retirés, deux (2) offres ont été réceptionnées.

Le maître d'œuvre a été autorisé par la commission d'appel d'offres réunie le 2 juin 2022, à demander aux soumissionnaires toutes justifications permettant de vérifier ou de compléter leur offre, conformément aux dispositions de l'article 27-1 de la délibération n°424 susvisée.

Après qu'elles ont été complétées, les deux offres régulièrement réceptionnées ont été déclarées recevables.

La commission d'appel d'offres a confié les 2 offres pour analyse au Service des Infrastructures, des Voiries et de l'Environnement de la DST.

c. Avis de la commission d'appel d'offres

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie en sa séance du 16 juin 2022 a proposé :

- de procéder au classement des offres de la manière suivante :

| CLASSEMENT FINAL | | |
|------------------|-----------------|-----------|
| Lots | CHLOROPHYL SARL | FL GARDEN |
| Lot 2 | | 1 |
| Lot 3 | 1 | 2 |

- de proposer de retenir l'entreprise **FL GARDEN** pour le lot n°2 - TAMOA, pour un montant minimum de SEPT MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX FRANCS CFP hors taxes (7 481 856 FRANCS CFP HT) et maximum de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-TROIS MILLE SEPT CENT DOUZE FRANCS CFP (14 963 712 FRANCS CFP HT) hors taxes ;
- de proposer de retenir l'entreprise **CHLOROPHYL SARL**, pour le lot n°3 - LITTORAL, pour un montant minimum de HUIT MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE FRANCS CFP hors taxes (8 858 592 FRANCS CFP HT) et maximum de DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT DIX-SEPT MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE FRANCS CFP (17 717 184 FRANCS CFP HT) hors taxes.

3) Incidence financière

La dépense sera imputée au budget communal, chapitre 011, article 61523 : Entretien des voies et réseaux.

4) Conclusion

Il est donc proposé au conseil municipal d'une part, de ratifier le recours à la procédure d'appel d'offres lancée le 13 mai 2022 et d'autre part, d'autoriser le Maire à signer pour le compte de la commune, les marchés relatifs aux travaux de fauchage et de débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération ainsi qu'il suit :

- avec l'entreprise **FL GARDEN** pour le lot n°2 - TAMOA, pour un montant minimum de SEPT MILLIONS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX FRANCS CFP (7 481 856 FRANCS CFP) et maximum de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-TROIS MILLE SEPT CENT DOUZE FRANCS CFP (14 963 712 FRANCS CFP) hors taxes ;
- avec l'entreprise **CHLOROPHYL SARL**, pour le lot n°3 - LITTORAL, pour un montant minimum de HUIT MILLIONS HUIT CENT CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE FRANCS CFP (8 858 592 FRANCS CFP) et maximum de DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT DIX-SEPT MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUATRE FRANCS CFP (17 717 184 FRANCS CFP) hors taxes.

Tel est l'objet des présentes délibérations que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XVI - DELIBERATION N°2022/60 : autorisant le maire à signer un marché public à commandes n°98.2.21.22.S.08.00 relatif aux travaux de fauchage et débroussaillage des accotements des rues et routes municipales, voies urbaines et zones d'agglomération pour le lot n°3 - LITTORAL avec l'entreprise CHLOROPHYL SARL.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XVII - DELIBERATION N° 2022/61 : autorisant le maire à signer l'avenant n° 4 au marché n° 98.2.21.21.T.10.03 pour la conception et la réalisation de la 11^{ème} école primaire au centre de Païta.

RAPPORT :

I. OBJET DU MARCHE ET DE L'AVENANT N° 4

Le marché relatif à la conception et à la réalisation de la 11^{ème} école primaire de la ville de Païta, a été attribué par délibération n° 2020/102 du 22/09/2020, au groupement solidaire PRO BATI Service SARL / JARCET Architecture / ETIK / CIEL / SECUPREV / BIOEKO, pour un montant de 706 505 434 FCFP HT, soit 747 560 644 FCFP TTC.

La procédure de passation de ce marché relève de la procédure de conception-réalisation selon les articles 29 à 32 de la délibération n° 136/CP du 1^{er} mars 1967 modifiée *portant réglementation des marchés publics*.

Les travaux ont démarré le 09 novembre 2020 pour une durée de dix-huit mois.

Par délibération n° 2021/56 du 24 juin 2021, le maire a été autorisé à signer l'avenant n° 1 au marché susvisé modifiant ainsi le montant du marché à la somme de 702 860 196 FCFP HT, soit 743 696 692 FCFP TTC.

Par délibération n° 2021/72 du 11 août 2021, le maire a été autorisé à signer l'avenant n° 2 au marché susvisé modifiant ainsi le montant du marché à la somme de 729 635 383 FCFP HT, soit 771 906 719 FCFP TTC.

Par délibération n° 2022/28 du 05 mai 2022, le maire a été autorisé à signer l'avenant n° 3 au marché susvisé modifiant ainsi le montant du marché à la somme de 737 947 731 FCFP HT soit 780 939 925 FCFP TTC.

L'incidence financière des avenants n° 1, 2 et 3 représentait ainsi une augmentation de 4.45 % du montant du marché initial.

II. OBJET DE L'AVENANT N° 4

Le présent avenant a pour objet de :

■ modifier l'article 2.2 « *Décomposition du prix* » de l'acte d'engagement aux fins d'intégrer les travaux supplémentaires tels que décrits sur les Fiches de Travaux Modificatifs (F.T.M.) n° 14 à 25 pour un montant total en plus-value de 13 708 019 HT au titre de la section travaux ainsi qu'il suit :

- FTM14 Déplacement de la clôture du plateau sportif soit une plus-value de 623 200 F HT
- FTM15 La fourniture et la pose de clôture et de panneaux signalétiques additionnels provisoires pour la sécurisation de la zone livrée à la phase 1 soit une plus-value de 1 535 416 F HT

- FTM16 La mise en place d'une signalisation provisoire pour l'ouverture partielle de l'école soit une plus-value de 627 500 F HT
- FTM 17 Le remplacement du bicouche par de l'enrobé sur la coursoive de service soit une plus-value de 294 666 F HT
- FTM18 La sécurisation de l'école (cour de service et clôture en résille) et ajout de cornières d'étanchéité aux pieds des portes soit une plus-value de 1 887 090 F HT
- FTM19 Le câblage du groupe électrogène provisoire et ajout de siphons dans la cour élémentaire ainsi que d'un robinet de puisage dans les sanitaires PMR soit une plus-value de 380 632 F HT
- FTM20 La fourniture et la pose de 2 robinets de puisage dans la cantine soit une plus-value de 39 830 F HT
- FTM21 La modification des hauteurs des parois ballons augmentés de 3,00ml et ajout d'un portillon L/H 0.900x2.00 pour sécuriser l'arrière du bâtiment soit plus-value de 889 815 F HT
- FTM22 Le gardiennage du chantier pour la sécurisation de l'école de mars à juin 2022 soit une plus-value de 5 000 000 F HT
- FTM23 La fourniture et la pose d'une hotte dans l'espace cuisine au-dessus des fours pour l'évacuation des fumées éventuelles soit une plus-value de 490 230 F HT
- FTM24 Frais de coordination liée à l'avenant 04 soit une plus-value de 1 400 000 F HT
- FTM25 La fourniture et la pose d'une protection générale compteur, fourniture et pose d'un bloc autonome et d'une sirène supplémentaire soit une plus-value de 539 640 F HT

■ modifier l'article 3 « *Délai* » de l'acte d'engagement, le délai d'exécution fixé à **18 mois** sera fixé à **20 mois et 18 jours** soit une fin des travaux le 27 juillet 2022.

Ainsi, le montant de l'avenant n° 4 s'élève à la somme de 13 708 019 FCFP HT.

L'incidence financière cumulée des avenants n° 1, 2, 3 et 4 s'élève donc à 6.39% du montant du marché initial.

Le montant du marché est ainsi porté à la somme de 751 655 750 FCFP HT soit 795 456 385 FCFP TTC.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- Monsieur LOREE tient à remercier Madame la première adjointe pour la visite de l'école. Il souligne que c'est une très belle école. Il a juste une remarque concernant la hotte sur la FTM 23, qui coûte près d'un demi-million de francs. Il demande si cela est justifié, parce qu'il s'agit d'une liaison froide.

- Monsieur le secrétaire général explique que cela fait suite aux recommandations du bureau d'études et selon les normes, il a été décidé d'ajouter une hotte d'évacuation des fumées au droit des fours.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XVIII - DELIBERATION N°2022/62 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux d'entretien des réseaux d'assainissement communal - Commune de Païta.

RAPPORT :

1. Objet du marché

La présente opération a pour objet la réalisation des travaux d'entretien des réseaux d'assainissement sur l'ensemble de la commune de Païta.

Les prestations correspondent à des travaux de :

↳ Lot 1 - Travaux de curage

- curage des fossés mécaniques ;
- curage de caniveaux bétonnés à grille ou non ;
- hydrocurage de caniveaux, buses et dalots ;
- hydrocurage de boîte de branchement ;
- curage/nettoyage de regard avaloir et exutoire ;
- curage de bassin de rétention.

↳ Lot 2 - Travaux de dérasement

- dérasement des accotements.

La maîtrise d'œuvre complète est assurée par la direction des services techniques de la ville de Païta, service infrastructure voirie environnement (SIVE).

Procédure de dévolution et résultat

a. Choix de la procédure

Le marché est passé suite à un appel d'offres ouvert lancé suivant les dispositions des articles 24 et suivants relatifs aux appels d'offres et de l'article 33-1 relatif aux marchés à bons de commande de la délibération modifiée n°424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

b. Déroulement de la procédure

Le 18 mai 2022, la ville de Païta lançait un appel d'offres ouvert pour les travaux précités. La date de remise des offres était fixée au vendredi 10 juin 2022 à 14h00.

L'estimation confidentielle était de :

↳ Lot 1 - Travaux de curage

- 4 037 500 XPF HT pour le montant minimum
- 15 357 500 XPF HT pour le montant maximum.

↳ Lot 2 - Travaux de dérasement

- 3 700 000 XPF HT pour le montant minimum
- 11 100 000 XPF HT pour le montant maximum.

Le 16 juin 2022 à 9h00, la commission d'appel d'offres (CAO) a constaté que sept plis avaient été réceptionnés dans les délais. Elle a procédé à leur ouverture. Les sept offres ont été remises pour analyse au SIVE de la direction des services techniques, maître d'œuvre.

Les critères de jugement définis à l'article 4.1 du règlement particulier de l'appel d'offres étaient les suivants :

- prix de l'offre : 70 %
- valeur technique : 30 %

La valeur technique était appréciée en prenant en compte les trois (3) sous-critères d'appréciation suivants :

| | | |
|----------------|---|-----------|
| Sous-critère 1 | Qualification, savoir-faire, expérience des personnels affectés à chacun des lots | 10 points |
| Sous-critère 2 | Nature, capacité et qualité des moyens matériels proposés affectés à chacun des lots | 10 points |
| Sous-critère 3 | Dispositions pour assurer la sécurité du personnel, du chantier mobil et des usagers de la voie publique. | 10 points |

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie en séance du lundi 11 juillet 2022 à 14h00 a proposé :

↳ Lot 1 - Travaux de curage

- de déclarer recevables les sept (7) candidatures reçues dans les délais ;
- de procéder au classement des offres suivant par ordre décroissant :

| Classement | ENTREPRISE | NOTE FINALE / 100 |
|------------|-----------------------|-------------------|
| 1 | AB TERRASSEMENT | 100 |
| 2 | PACIFIC VRD | 83,94 |
| 3 | PRO VRD SARL | 69,18 |
| 4 | EL2T SARL | 61,66 |
| 5 | ETV SARL | 54,49 |
| 6 | NSTR SARL | 43,10 |
| 7 | RESEAUX ENVIRONNEMENT | 42,24 |

- de proposer d'attribuer le lot 1 Travaux de curage à la société AB TERRASSEMENT dont l'offre est la mieux disante.

↳ Lot 2 – Travaux de dérasement

- de déclarer recevables les six (6) candidatures reçues ;
- de procéder au classement des offres suivant par ordre décroissant :

| Classement | ENTREPRISE | NOTE FINALE / 100 |
|------------|-----------------|-------------------|
| 1 | AB TERRASSEMENT | 100 |
| 2 | ETV SARL | 90,37 |
| 3 | NSTR SARL | 84,12 |
| 4 | PACIFIC VRD | 67,45 |
| 5 | PRO VRD SARL | 60,26 |
| 6 | EL2T SARL | 46,70 |

- de proposer d'attribuer le lot 2 Travaux de dérasement à la société AB TERRASSEMENT dont l'offre est la mieux disante.

c. **Résultat**

Le montant du marché s'élèverait :

- Pour le lot 1 : à un montant annuel minimum de trois millions neuf cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinquante francs XPF HT (3 996 950 XPF HT) et, maximum de quinze millions cent cinquante et un mille neuf cent cinquante francs XPF HT (15 151 950 XPF HT),
- Pour le lot 2 : à un montant annuel minimum de trois millions cinq cent dix mille francs XPF HT (3 510 000 XPF HT) et maximum de dix millions cinq cent trente mille francs XPF HT (10 530 000 XPF HT).

2. **Incidence financière**

Le financement du marché est imputé au budget communal sur l'exercice 2022, section fonctionnement – Chapitre 011 – article 61523 – Entretien des voies et réseaux.

3. **Conclusion**

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'une part, de ratifier le recours à la procédure d'appel d'offres lancée le 18 mai 2022
- et d'autre part, d'autoriser le Maire à signer, pour le compte de la commune, le marché relatif aux travaux d'entretien des réseaux d'assainissement communal avec la société AB TERRASSEMENT :

- lot 1 : pour un montant annuel minimum de trois millions neuf cent quatre-vingt-seize mille neuf cent cinquante francs XPF HT (3 996 950 XPF HT) et, maximum de quinze millions cent cinquante et un mille neuf cent cinquante francs XPF HT (15 151 950 XPF HT),
- lot 2 : pour un montant annuel minimum de trois millions cinq cent dix mille francs XPF HT (3 510 000 XPF HT) et d'un montant maximum annuel de dix millions cinq cent trente mille francs XPF HT (10 530 000 XPF HT).

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XIX - DELIBERATION N°2022/63 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux de requalification de la route d'Onghoué - Commune de Païta.

RAPPORT :

1. Objet du marché

La présente opération a pour objet la réalisation des travaux de requalification de la route d'Onghoué sur un linéaire actuellement non-revêtu de 2 680 m.

Les prestations correspondent à des travaux décomposés en un lot unique :

- d'installations de chantier ;
- de terrassements généraux ;
- de chaussée ;
- d'assainissement ;
- de revêtement ;
- de signalisation horizontale.

La maîtrise d'œuvre complète est assurée par le bureau d'études Infratech.

2. Procédure de dévolution et résultat

a. Choix de la procédure

Le marché est passé suite à un appel d'offres ouvert lancé suivant les dispositions des articles 24 et suivants de la délibération modifiée n°424 du 20 mars 2019 portant réglementation des marchés publics.

b. Déroulement de la procédure

Le 08 juin 2022, la ville de Païta lançait un appel d'offres ouvert pour les travaux précités. La date de remise des offres était fixée au vendredi 08 juillet 2022 à 11h00.

L'estimation confidentielle était de : 78 812 945 XPF HT.

Le 11 juillet 2022 à 14h00, la commission d'appel d'offres (CAO) a constaté que trois (3) plis avaient été réceptionnés dans les délais. Elle a procédé à leur ouverture. Les trois (3) offres ont été remises pour analyse au bureau d'études Infratech, maître d'œuvre.

Les critères de jugement définis à l'article 4.1 du règlement particulier de l'appel d'offres étaient les suivants :

- prix de l'offre : 60 %
- valeur technique : 40 %

La valeur technique était appréciée en prenant en compte les quatre (4) sous-critères d'appréciation suivants :

| | | |
|----------------|---|-----------|
| Sous-critère 1 | Mémoire sécurité | 5 points |
| Sous-critère 2 | Mémoire environnement | 5 points |
| Sous-critère 3 | Mémoire qualité, coordination et synthèse | 10 points |
| Sous-critère 4 | Mémoire organisation | 20 points |

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie en séance du jeudi 04 août 2022 à 09h00 a proposé :

- de déclarer recevables les trois (3) candidatures reçues dans les délais ;
- de procéder au classement des offres suivant par ordre décroissant :

| Classement | ENTREPRISE | NOTE FINALE / 100 |
|------------|-------------------------|-------------------|
| 1 | Jean Lefebvre Pacifique | 94,04 |
| 2 | SARL Ménaouer | 82,84 |
| 3 | Colas | 62,05 |

- de proposer d'attribuer le marché de travaux de requalification de la route d'Onghoué à la société Jean Lefebvre Pacifique dont l'offre est la mieux disante.

c. Résultat

Le montant du marché s'élèverait à un montant de soixante-neuf millions cent soixante-trois mille cent cinquante-huit francs XPF HT (69 163 158 XPF HT).

3. Incidence financière

Le financement du marché est imputé au budget communal sur l'exercice 2022, section investissement – Article 2313 - Chapitre 23 – Fonction 822 – Travaux routiers.

4. Conclusion

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'une part, de ratifier le recours à la procédure d'appel d'offres lancée le 08 juin 2022.
- et d'autre part, d'autoriser le Maire à signer, pour le compte de la commune, le marché relatif aux travaux requalification de la route d'Onghoué avec la société Jean Lefebvre Pacifique pour un montant de soixante-neuf millions cent soixante-trois mille cent cinquante-huit francs XPF HT (69 163 158 XPF HT).

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- Monsieur LOREE constate que la note de COLAS est de 62, elle est vraiment très basse par rapport aux autres et il aimerait en avoir les raisons.
- Monsieur SOEKARDJAN répond que le prix était intéressant, néanmoins, sur la valeur technique l'entreprise a remis un dossier très faible. Elle n'a pas répondu au RPAO.
- Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit bien de retenir le mieux-disant, et pas le moins-disant. Il précise que c'est la fameuse route dite « FOURNIER » et qu'il s'agit de revêtir et de requalifier les 2,7 km de piste en terre sur le tronçon de la route du littoral. Il explique que la commune a fini par trouver un accord avec le propriétaire privé. En effet, l'emprise de la route était du domaine privé, elle traversait la propriété privée de Monsieur FOURNIER. Donc, c'est plus de 20 hectares que la collectivité va récupérer, à un prix défiant toute concurrence. Il ajoute que cela permettra de nouveaux projets, comme éventuellement une mise à l'eau, une base nautique, ...etc. L'objectif est bien d'ouvrir un accès à la mer.
- Monsieur le secrétaire général complète en indiquant que cette opération a été acceptée par la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du FIP 2020, avec une participation de 25 % sur ces travaux de requalification.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XX - DELIBERATION N° 2022/64 : autorisant le maire à signer un marché public relatif aux travaux de requalification de la route du littoral - Commune de Païta.

RAPPORT :

1. Objet du marché

La présente opération a pour objet la réalisation des travaux de requalification de cinq (5) tronçons de la route du littoral sur un linéaire estimé de 18 000 mètres.

Les prestations correspondent à des travaux décomposés en un lot unique :

- d'installations de chantier ;
- de dérasement des accotements ;
- de scarification et malaxage de la chaussée existante sur une épaisseur de 10 cm;
- de reprofilage avec apport moyen de 25 cm de GNT0/31,5 de la chaussée existante ;
- du reprofilage des accotements avec matériaux d'apport de type C1B4 ;
- du curage des fossés longitudinaux ;
- de la réalisation d'une couche de roulement avec enduit de type bicouche pré gravillonné ;
- de la signalisation horizontale.

La maîtrise d'œuvre étude était assurée par le bureau d'études Infratech.

La maîtrise d'œuvre travaux est assurée par la Direction des Services Techniques.

2. Procédure de dévolution et résultat

a. Choix de la procédure

Le marché est passé suite à un appel d'offres ouvert lancé suivant les dispositions des articles 24 et suivants de la délibération modifiée n°424 du 20 mars 2019 *portant réglementation des marchés publics*.

Le marché est du type « marché à tranche » en application de l'article 33.2 de la délibération modifiée n°424 du 20 mars 2019.

b. Déroulement de la procédure

Le 07 juillet 2022, la ville de Païta lançait un appel d'offres ouvert pour les travaux précités. La date de remise des offres était fixée au lundi 01 août 2022 à 15h00.

L'estimation confidentielle était de : 384 690 000 XPF HT.

Le 04 août 2022 à 09h00, la commission d'appel d'offres (CAO) a constaté que trois (3) plis avaient été réceptionnés dans les délais. Elle a procédé à leur ouverture. Les trois (3) offres ont été remises pour analyse au bureau d'études Infratech, maître d'œuvre.

Les critères de jugement définis à l'article 4 du règlement particulier de l'appel d'offres étaient les suivants :

- prix de l'offre : 60 %
- valeur technique : 40 %

La valeur technique était appréciée en prenant en compte les quatre (4) sous-critères d'appréciation suivants :

| | | |
|----------------|-----------------------|-----------|
| Sous-critère 1 | Mémoire sécurité | 5 points |
| Sous-critère 2 | Mémoire environnement | 5 points |
| Sous-critère 3 | Mémoire qualité | 10 points |
| Sous-critère 4 | Mémoire organisation | 20 points |

Au vu du rapport d'analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie en séance du vendredi 19 août 2022 à 08h30 a proposé :

- de déclarer recevables les trois (3) candidatures reçues dans les délais ;
- de procéder au classement des offres suivant par ordre décroissant :

| Classement | ENTREPRISE | NOTE FINALE / 100 |
|------------|-------------------------|-------------------|
| 1 | Jean Lefebvre Pacifique | 86,18 |
| 2 | Colas NC | 76,10 |
| 3 | Sarl Franck Tawaga | 45,56 |

- de proposer d'attribuer le marché de travaux de rénovation de la route du littoral à la société Jean Lefebvre Pacifique dont l'offre est la mieux disante.

c. Résultat

Le montant du marché s'élèverait à un montant de trois cent soixante-cinq millions deux cent dix-huit mille francs XPF HT (365 218 000 XPF HT) décomposé ainsi qu'il suit :

- Tranche ferme : 99 030 000 XPF HT
- Tranche conditionnelle 1 : 81 304 000 XPF HT
- Tranche conditionnelle 2 : 61 628 000 XPF HT
- Tranche conditionnelle 3 : 61 628 000 XPF HT
- Tranche conditionnelle 4 : 61 628 000 XPF HT.

3. Incidence financière

Le financement du marché est imputé au budget communal sur l'exercice 2022, section Investissement – Article 2313 - Chapitre 23 – Fonction 822 – Opération 2205 Travaux routiers – Subvention Province Sud – Autorisation de programme 2022-02.

4. Conclusion

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'une part, de ratifier le recours à la procédure d'appel d'offres lancée le 07 juillet 2022.
- et d'autre part, d'autoriser le Maire à signer, pour le compte de la commune, le marché relatif aux travaux de rénovation de la route du littoral avec la société Jean Lefebvre Pacifique pour un montant de trois cent soixante-cinq millions deux cent dix-huit mille francs XPF HT (365 218 000 XPF HT).

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXI - DELIBERATION N° 2022/65 : autorisant le maire à signer un marché public relatif à la collecte des déchets verts avec la société CALECO ENVIRONNEMENT.

RAPPORT :

1. OBJET DES MARCHES

La collecte des déchets et notamment des déchets verts relève de la compétence des communes.

Ce service prévoit une collecte tous les deux mois de quatre secteurs constituant les quatre lots (voir plan en annexe) :

- Lot n°1 - Secteur 1 : Katiramona, Savannah, Savannah sur mer, Ziza, Zico, Zipad, Gadji, Centre et Mont mou
- Lot n°2 - Secteur 2 : Ondémia, Col de la pirogue et Tamoà
- Lot n°3 - Secteur 3 : Littoral
- Lot n°4 - Secteur 4 : Tontouta

Pour les lots 1, 2 et 3, les conditions de collecte, de transport et de dépôt à l'ISD de Gadji restent les mêmes qu'auparavant.

Pour répondre aux prescriptions du Gouvernement de la Nouvelle Calédonie (SIVAP - Service d'Inspection Vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire) concernant la lutte contre le scarabée rhinocéros, tous les déchets verts collectés sur la zone de Tontouta, pour le lot n°4, comprise entre la route de Quai manto et le lotissement Beurivage, devront être transportés et vidés sur un site aménagé de la zone aéroportuaire de Tontouta.

Les déchets collectés sur le secteur 4 ne sont pas pesés, le site de traitement ne disposant pas de moyen de pesée. Les quantités sont donc forfaitaires.

Pour mémoire, en 2021, le tonnage total des déchets verts collectés en porte à porte par la ville était de 4186 tonnes dont 2130 tonnes complémentaires suite aux passages de la Dépression Tropicale Forte LUCAS et du cyclone NIRAN. Cela représente un ratio de 170 kg/hab/an (base recensement 2019 avec 24 563 habitants).

2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Les marchés sont passés sur appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 24 et suivants de la délibération n°424 modifiée du 20 mars 2019 *portant réglementation des marchés publics*.

Ils sont du type « marchés à bons de commande » pour une durée de deux années, par tacite reconduction.

Le 13 mai 2022, la mairie de Païta a publié un appel d'offres ouvert sans variante pour les prestations citées ci-dessus. La date de remise des offres était fixée au 2 juin 2022 à 11h00.

Sur six (6) dossiers de consultation retirés, deux (2) offres ont été réceptionnées.

Le marché est rémunéré par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement collectées pour les lots n°1, 2 et 3. Il est rémunéré au forfait pour le lot n°4.

Il n'est pas prévu de tranche.

Les montants de l'estimation confidentielle étaient les suivants :

| LOTS | PRIX UNITAIRES | MONTANT HT MINIMUM | MONTANT HT MAXIMUM |
|-------|----------------|--------------------|--------------------|
| Lot 1 | 8 700 | 3 480 000 | 13 050 000 |
| Lot 2 | 8 700 | 2 610 000 | 13 050 000 |
| Lot 3 | 9 700 | 2 910 000 | 13 050 000 |
| Lot 4 | 290 000 | 1 740 000 Frs | |

Le 2 juin 2022, la commission d'appel d'offres a constaté que deux plis avaient été reçus dans les délais.

| N° de plis | Entreprises |
|------------|----------------------|
| 1 | PSP SARL |
| 2 | CALECO Environnement |

Les membres de la commission ont examiné les offres et les ont confiées pour analyse au maître d'œuvre, le Service des Infrastructures des Voiries et de l'Environnement de la DST.

Le maître d'œuvre a été autorisé à demander aux soumissionnaires toutes justifications permettant de vérifier ou de compléter leur offre, conformément aux dispositions de l'article 27-1 de la délibération n° 424 susvisée.

Les critères de jugement des offres étaient les suivants :

| Critères | Mode d'analyse | Pondération |
|-----------------------|---|-------------|
| Prix des prestations | Apprécié au regard des offres de prix proposées dans l'acte d'engagement établi suivant le montant du DQE | 50% |
| Valeur technique | Appréciée au regard des éléments du mémoire technique fourni par le candidat. | 25% |
| Robustesse des délais | Appréciée au regard des délais proposés dans l'acte d'engagement et de leur adéquation aux moyens humains et matériels proposés | 25% |

La valeur technique a été appréciée en prenant en compte les sous-critères d'appréciation suivants, selon la pondération associée :

| | | |
|-------------------|---|-----|
| Sous-critère n° 1 | Adéquation à l'importance des travaux des moyens humains (qualification du personnel, savoir-faire, expérience,...) des personnels affectés à chacun des lots | 10% |
| Sous-critère n° 2 | Adéquation à l'importance des travaux des moyens matériels (nature, capacité, qualité, ...) affectés à chacun des lots | 10% |
| Sous-critère n° 3 | Dispositions mises en œuvre pour assurer la sécurité de son personnel, du chantier mobile et des usagers de la voie publique | 5% |

Chaque critère et sous-critère ont été notés sur 20 points. La note finale de l'analyse multicritère résulte de la somme des notes des différents critères auxquelles sont affectés les coefficients de pondération.

Dans ce cas, on a :

- P : note obtenue par l'analyse du critère n° 1 - Prix des prestations
- VT : note obtenue par l'analyse du critère n° 2 - Valeur Technique
 - avec $VT = VT = (0,1 \times VT1) + (0,1 \times VT2) + (0,05 \times VT3)$
- D : note obtenue par l'analyse du critère n° 3 - Robustesse des délais

Donc NF : Note Finale = (0,5 x P) + VT + (0.25 x D)

3. RESULTAT DE LA PROCEDURE

Au vu de l'analyse des offres, les membres de la commission d'appel d'offres, réunis en séance les 2 et 16 juin 2022, ont proposé :

- de procéder au classement des offres suivant par lot :

| CLASSEMENT FINAL | | |
|------------------|----------------------|----------|
| Lots | CALECO Environnement | PSP SARL |
| Lot 1 | 1 | 2 |
| Lot 2 | 1 | 2 |
| Lot 3 | 1 | 2 |
| Lot 4 | 2 | 1 |

- de retenir l'entreprise **CALECO ENVIRONNEMENT** :
 - o pour le lot n°1, pour un montant minimum de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT MILLE FRANCS CFP (3 080 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes ;
 - o pour le lot n°2, pour un montant minimum de DEUX MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE FRANCS CFP (2 310 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes ;
 - o pour le lot n°3, pour un montant minimum de DEUX MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE FRANCS CFP (2 310 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes ;
- de retenir l'entreprise **PSP SARL**, pour le lot n°4, pour un montant de UN MILLION NEUF CENT QUARANTE-NEUF MILLE DEUX CENT CINQUANTE FRANCS CFP (1 949 250 FRANCS CFP) hors taxes.

Toutefois, par courriel en date du 22 juillet dernier, le service d'inspection vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire de la DAVAR a informé la commune qu'elle mettait fin pour compter du 31 juillet 2022 aux modalités spécifiques de stockage des déchets verts collectés sur le secteur relevant du lot n°4, liées à l'évolution du dispositif de surveillance et de gestion du scarabée *Oryctes rhinoceros* sur la zone de Tontouta.

Ce fait nouveau, apparu après la mise en concurrence, remet en cause la définition du besoin qui avait été effectuée lors de l'élaboration de ce marché et implique la modification du cahier des charges du lot en question.

En conséquence, le maire a pris la décision, comme l'y autorise la réglementation, de ne pas donner suite à la procédure s'agissant du lot n° 4.

Aussi, le lot n° 4 ne sera-t-il pas attribué et la procédure d'appel d'offres sera relancée.

4. FINANCEMENT

Le financement du marché est assuré par les crédits inscrits au budget annexe communal sur l'exercice 2022, article 6112 : collecte des déchets verts et encombrants.

5. CONCLUSION

Il est donc proposé au conseil municipal d'une part, de ratifier le recours à la procédure d'appel d'offres lancée le 11 mai 2022 et d'autre part, d'autoriser le Maire à signer pour le compte de la commune, le marché relatif à la collecte des déchets verts ainsi qu'il suit :

- avec l'entreprise **CALECO ENVIRONNEMENT** :

○ pour le lot n°1, pour un montant minimum de TROIS MILLIONS QUATRE-VINGT MILLE FRANCS CFP (3 080 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes ;

○ pour le lot n°2, pour un montant minimum de DEUX MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE FRANCS CFP (2 310 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes ;

○ pour le lot n°3, pour un montant minimum de DEUX MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE FRANCS CFP (2 310 000 FRANCS CFP) et maximum de ONZE MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE MILLE FRANCS CFP (11 550 000 FRANCS CFP) hors taxes.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXII - DELIBERATION N°2022/66 : portant approbation de l'avenant n°15 à la convention de versement du forfait communal passé avec la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique pour l'année 2022.

RAPPORT :

L'Etat et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC) ont signé le 22 juin 2007 un contrat d'association à l'enseignement public des classes élémentaires des établissements privés.

La signature de ce contrat impose à la commune, siège de l'école, d'assumer, pour les classes élémentaires de ces établissements, la charge des dépenses de fonctionnement pour les élèves domiciliés dans la commune dans les mêmes conditions que pour les classes publiques correspondantes.

Aussi, le conseil municipal a-t-il, par délibération n°2007/105 en date du 17 décembre 2007, autorisé le maire à signer avec la DDEC une convention de versement du forfait communal définissant les conditions et modalités de prise en charge par la commune des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat.

La participation de la commune à ces dépenses s'effectue par versements trimestriels avant les 15 janvier, 15 avril, 15 juillet et 15 octobre de l'année en cours. La régularisation, établie à partir du compte administratif de l'année N-1 et des effectifs officiels de l'année en cours, intervient lors du versement du quatrième trimestre.

Au titre de l'année 2022, les 3 premiers versements trimestriels d'un montant total de 21 311 969 FCFP, ont été effectués à titre provisionnel sur la base des dépenses constatées au compte administratif 2020.

Conformément aux dispositions de la convention de versement du forfait communal, la régularisation doit intervenir au 4^{ème} trimestre sur la base des dépenses de fonctionnement constatées au compte administratif de l'exercice 2021 et des effectifs des classes sous contrat arrêtés au 30 avril 2022.

Les dépenses de fonctionnement des classes élémentaires publiques se sont élevées en 2021 à 91 734 444 FCFP pour 1493 élèves.

Le coût moyen d'un élève d'une classe élémentaire publique s'établit donc à 61 443,03 FCFP.

Les effectifs arrêtés au 30 avril 2022 fournis par la DDEC font état de 465 élèves domiciliés sur la commune scolarisés dans les classes élémentaires sous contrat. Le montant du forfait communal s'élève donc pour l'exercice 2022 à 28 571 009 FCFP. Ainsi, le 4^{ème} versement trimestriel s'élèvera-t-il à 7 259 040 FCFP.

Pour mémoire, le tableau ci-dessous retrace l'évolution du forfait communal depuis 2018 :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Montant du forfait communal (FCFP) | 28 309 806 | 26 807 602 | 26 948 060 | 27 175 548 | 28 571 009 |
| Effectifs DDEC | 409 | 419 | 426 | 437 | 465 |

Les dépenses constatées en 2021 sont en augmentation (+ 3,81%) par rapport à 2020 (88 367 171 FCFP) et l'augmentation des effectifs des classes élémentaires publiques (+4,33%) a pour effet de diminuer sensiblement le montant du coût moyen d'un élève (-1,2%).

Cette diminution des coûts est contrebalancée par l'augmentation des effectifs des classes élémentaires de la DDEC (+6,41%) et se répercute sur le montant de la participation communale qui augmente donc de 5,13% par rapport à celle de 2020.

Il convient par conséquent de substituer aux documents financiers de l'exercice précédent les documents financiers suivants :

- Annexe 1 : Exercice 2022 - Dépenses de fonctionnement des classes élémentaires publiques constatées au compte administratif 2021 ;
- Annexe 2 : Exercice 2022 - Montant du forfait communal en faveur des classes élémentaires de l'Ecole Luc AMOURA 1 ;
- Annexe 3 : Exercice 2022 - Montant du forfait communal en faveur des classes élémentaires de l'Ecole LUC AMOURA 2.

Il vous est donc proposé d'autoriser la passation de l'avenant n°15 à la convention portant sur le versement du forfait communal au profit de la DDEC.

Tel est l'objet de la délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXIII - DELIBERATION N°2022/67 : attribuant une subvention de fonctionnement à l'école privée Luc Amoura pour l'exercice 2022.

RAPPORT :

Depuis 1996, la commune alloue aux écoles privées une subvention par élève, pour financer l'acquisition de fournitures scolaires et de matériels didactiques. Les montants de cette participation communale sont arrêtés à 4 700 FCFP par élève et 6 500 FCFP par élève de classe spécialisée.

Cependant, depuis 2008 les dépenses de fonctionnement des classes élémentaires privées sont prises en charge par la commune dans le cadre du contrat d'association. A ce titre, la commune verse à l'école primaire Luc AMOURA un forfait communal correspondant au coût moyen d'un élève d'une classe élémentaire publique (62 186,61 FCFP en 2021) multiplié par le nombre d'enfants scolarisés dans les écoles correspondantes de l'établissement d'enseignement privé.

Cette subvention couvre l'ensemble des dépenses de fonctionnement des classes sous contrat y compris les dépenses de fournitures scolaires et autres matériels didactiques.

Par conséquent, seuls sont à prendre en considération dans le calcul de la subvention, les effectifs des classes maternelles d'enseignement privé.

L'évolution des effectifs des maternelles Luc AMOURA depuis 2012 est la suivante :

| Année | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'élèves | 330 | 291 | 277 | 235 | 231 | 236 | 208 | 248 | 233 | 251 | 232 |

Pour l'exercice 2022, les effectifs des classes maternelles des écoles privées Luc AMOURA se répartissent ainsi qu'il suit :

| | Effectifs Classes Maternelles | Nombre de classes Maternelles |
|-----------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Maternelle Luc AMOURA | 133 | 6 |
| Ecole Luc AMOURA 2 | 99 | 4 |
| TOTAL | 232 | 10 |

Cela générerait l'ouverture des crédits suivants :

- école Luc AMOURA : 4 700 FCFP x 232 = 1 090 400 FCFP

Pour mémoire, la dépense s'est élevée en 2021 à 1 179 700 FCFP pour les classes maternelles de l'école privée Luc AMOURA.

Il est donc proposé d'une part, d'allouer à l'école privée Luc AMOURA une subvention de fonctionnement de 1 090 400 FCFP pour l'année 2022 et d'autre part, d'autoriser le maire à signer une convention fixant les modalités d'utilisation de cette subvention avec la Directrice Diocésaine de l'Enseignement Catholique en Nouvelle-Calédonie.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 6 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXIV - DELIBERATION N° 2022/68 : portant attribution de subventions à divers comités, associations et organismes dans le cadre de la politique scolaire.

RAPPORT :

La subvention correspond, dans le cadre des compétences de la collectivité, à un choix de mise en œuvre de la politique publique de l'exécutif au sein de laquelle les associations et organismes œuvrant en matière scolaire jouent un rôle majeur en ce qu'elles permettent de démultiplier l'action publique.

Ces organismes contribuent ainsi largement à l'intérêt général. Au plus près du terrain, ils sont souvent les premiers à chercher à répondre aux attentes locales en définissant un projet adapté. Dans un contexte de forte évolution des besoins sociaux, favoriser l'initiative associative permet de mobiliser plus largement toutes les énergies.

Une série de raisons pratiques milite en faveur de la subvention :

- **Le choix des activités financées** : la collectivité peut choisir de soutenir telle ou telle activité parmi les projets portés par l'association ou l'organisme en fonction de sa propre politique publique. L'association bénéficiaire de l'aide se doit de respecter l'affectation ainsi décidée et ne peut utiliser ces fonds pour d'autres activités.
- **Une certaine souplesse dans la mise en œuvre de l'action publique** : la collectivité détermine ce qu'elle soutient et peut fixer, d'un commun accord avec l'association, des objectifs à atteindre. Cela permet une constante adaptation de l'action en fonction des nécessités locales.

- **Un contrôle plus étendu de l'action :** le contrôle de l'activité de l'association subventionnée ne se limite pas à un contrôle de la prestation concernée mais peut porter sur l'ensemble des comptes, des pièces justificatives et de la gouvernance. En revanche, la collectivité ne doit pas s'immiscer dans la gestion des organismes subventionnés.
- **La possibilité de remettre en cause l'engagement financier :** si l'association ne respecte pas ses obligations contractuelles, la collectivité peut suspendre à tout moment le versement des fonds. La collectivité pourra éventuellement mettre fin de manière anticipée et unilatéralement à la convention. Les fonds d'ores et déjà versés à l'association pourront, en tout ou partie, être restitués à la personne publique.
- **Un coût moindre :** la subvention ne couvre qu'une partie du coût réel du service, contrairement au marché public qui est la contre-valeur économique du service rendu à la collectivité.

Comme chaque année, la commune attribue des subventions aux organismes qui oeuvrent dans le secteur scolaire, afin de les soutenir dans la mise en œuvre de leur politique éducative.

La décision d'octroi d'une subvention relève de la compétence exclusive du conseil municipal.

La légalité d'une subvention est directement liée à l'existence d'un intérêt public local. Le respect de ce critère suppose la réunion de deux conditions :

- la subvention doit satisfaire non pas des intérêts privés, mais l'intérêt collectif des administrés communaux (intérêt public) ;
- l'action subventionnée doit se réaliser géographiquement sur le territoire de la commune ou créer des retombées bénéfiques pour cette dernière (intérêt local).

La délibération que j'ai l'honneur de vous présenter prend en compte pour un montant total de **360 000 FCFP**, les demandes répondant à un intérêt public local, sur la base des propositions de la commission de l'enseignement et de la vie scolaire, réunie le vendredi 29 juillet 2022, ainsi qu'il suit :

| ORGANISME | OBJET | MONTANT EN FCFP |
|--|--|-----------------|
| OCCE Office Central de la Coopération à l'Ecole | Participation au financement du concours "embellissons nos écoles" | 150 000 |
| Association Vocabulivre | Participation au financement de l'opération : "un dictionnaire à la maison pour ma scolarité primaire" | 110 000 |
| Association "Livre, mon ami" | Participation au financement de la vingt-cinquième édition du prix de jeunesse "livre, mon ami" | 100 000 |
| | TOTAL | 360 000 |

Pour mémoire, en 2021, l'Office Central de la Coopération à l'Ecole avait reçu une subvention d'un montant de 150 000 Francs.

L'association Vocabulivre a distribué 395 dictionnaires à tous les enfants de CE1 scolarisés dans les établissements publics et privés de la commune, la subvention 2021 était de 110 000 Francs.

En 2021, l'association « Livre mon ami » a distribué une série de 7 livres à chaque classe de CM2 et de 6^{ème} des établissements publics et privés, la subvention allouée était de 100 000 Francs.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- SANS OBSERVATION.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOPTÉ |
| ARTICLE 6 : | Sans observation | ADOPTÉ |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXV - DELIBERATION N° 2022/69 : autorisant le maire à signer une convention relative au financement de la part communale des dispositifs d'aides provinciales à l'habitat individuel avec la SEM AGGLO (APHI).

RAPPORT :

En 2018, la province Sud a engagé une refonte de la réglementation des aides à l'habitat afin de dynamiser la production de logement sur le secteur de la province Sud, en tenant compte des contraintes budgétaires qui imposent une rationalisation des moyens. Aussi, la délibération portant réglementation des aides à l'habitat social au sein de la province Sud a été largement amendée. Les évolutions majeures proposées concernent la territorialisation des aides, la responsabilisation des bénéficiaires (financement et entretien du logement) ainsi qu'un meilleur encadrement des intervenants (bailleurs sociaux ...).

Concernant les aides directes accordées aux familles, une révision globale du dispositif a été proposée. Aussi, de nombreux changements ont-ils été apportés concernant les aides accordées dans le cadre de l'accession à la propriété et des travaux d'amélioration du logement.

Les aides directes proposées se composent dorénavant comme suit :

- AFAPS (aide financière à l'accession de la province Sud) : elle concerne les projets d'édification ou d'acquisition d'un logement neuf ;
- LAPS (logement aidé de la province Sud) : pour les projets de construction d'une villa type à caractère social « clé en main », portée par un opérateur social mandaté par la province Sud ;
- APRAH (aide provinciale à la rénovation et à l'amélioration de l'habitat) : elle concerne les projets de rénovation d'un logement dégradé, porté par un opérateur social mandaté par la province Sud.

La SEM AGGLO est chargée de la gestion des logements aidés de la province Sud (LAPS) et de l'aide provinciale à la rénovation et à l'amélioration de l'habitat (APRAH). C'est pourquoi, la convention qui vous est proposée a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre de la participation financière de la commune de Païta au développement des dispositifs provinciaux d'aides à l'habitat individuel sur le territoire de la commune, mises en œuvre par la SEM AGGLO, pour l'exercice budgétaire 2022.

Le nombre prévisionnel de dossiers à traiter pour l'exercice 2022 sur la commune de Païta est estimé à 6 dossiers LAPS ou APRAH, là où il était de 8 l'an passé. La commune s'engage donc à financer les projets, sur la base d'une participation de 200 000 FCFP par dossier, pour un budget global s'élevant à un montant de 1 200 000 F CFP.

La SEM AGGLO s'engage à transmettre les dossiers au maire de la commune de Païta qui formulera son avis dans le mois suivant leur transmission. En cas d'avis défavorable du maire, la participation communale ne sera pas versée au prestataire.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous présenter.

DISCUSSION GENERALE:

- Monsieur le Maire demande s'il y a une réponse à la question de Madame GAÏA ?
- Madame BETTO répond que cette aide ne concerne pas les logements sociaux. Ce sont des aides qui sont attribuées pour la construction d'une villa et qui ne concernent que les personnes qui sont propriétaires ou en cours d'acquisition d'un terrain. Et pour les dispositifs d'aide à la réhabilitation de l'habitat, les personnes doivent être propriétaire au minimum depuis 5 ans de leur logement, mais qui doit être construit depuis au moins 10 ans et occupé à titre de résidence principale, au minimum depuis 5 ans.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXVI - DELIBERATION N° 2022/70 : autorisant le maire à signer une convention relative à la participation financière de la province Sud au dispositif d'accompagnement à la scolarité pour l'année 2022.

RAPPORT :

L'accompagnement à la scolarité recouvre « l'ensemble des actions visant à offrir, au côté de l'Ecole, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'Ecole, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social » (extrait du guide de l'accompagnement à la scolarité).

Ces actions s'adressent aux élèves du primaire hors temps scolaire et sont centrées sur les apports culturels nécessaires à la réussite. L'enjeu étant de les aider à acquérir le désir d'apprendre, de valoriser leurs progrès et de développer l'estime d'eux-mêmes afin qu'ils réussissent mieux leur scolarité. Outre le temps dédié au travail scolaire, l'accompagnement à la scolarité doit également concourir à élargir les centres d'intérêt des enfants.

De 2017 à 2020, la mise en œuvre du dispositif était confiée à l'association Pass pour la réussite via un marché public provincial. Par un courrier en date du 21 octobre 2019, la province Sud informait du transfert du dispositif aux communes à partir de 2021. Néanmoins, elle a souhaité les accompagner via une participation financière sous forme de subventions de 2021 à 2022. Elle a ainsi lancé un appel à projet le 21 septembre 2020 auquel a répondu la Ville de Païta.

En parfaite collaboration avec les partenaires et la province Sud, le projet pour 2022 a pour principales missions :

- favoriser la socialisation, l'autonomie et accompagner la construction des enfants ;
- promouvoir l'assiduité et la régularité dans le travail scolaire ;
- assurer une continuité avec l'Ecole, sans pour autant empiéter sur ses missions ;
- aider à asseoir une certaine méthodologie de travail ;
- assurer un accompagnement auprès des familles en demande et/ou ciblées.

En lien avec ces missions, trois objectifs opérationnels sont définis :

- favoriser le lien entre les familles et l'école afin d'améliorer leur connaissance et leur compréhension du milieu scolaire ;
- susciter la curiosité et élargir les centres d'intérêt des enfants ;
- renforcer leur autonomie et leurs aptitudes à la vie en collectivité.

Les activités développées afin de travailler au mieux ces objectifs sont :

- des jeux de société, dont la majorité est à visée éducative : ils permettent à la fois de développer des compétences générales (lecture, calcul, culture générale, vocabulaire) et des compétences psychosociales (ex : être habile dans les relations interpersonnelles/savoir communiquer efficacement/savoir gérer ses émotions) ;
- des jeux de stratégie (échecs, par exemple) : ils permettent à l'enfant de développer sa capacité d'anticipation.

Enfin sur des aspects purement organisationnels, les séances se déroulent le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 15h30 à 17h au sein des écoles et de la manière suivante :

- détente : goûter (fourni par les parents), échanges entre l'enfant et l'accompagnatrice sur sa journée ;
- réalisation du travail scolaire par l'enfant : vérification par l'accompagnatrice que les devoirs ont été faits ;
- mise en place de jeux éducatifs et ludiques.

A titre d'information, ci-dessous, le projet d'affectation et de justification de la dotation provinciale transmis à la Direction de l'Education et de la Réussite :

| Moyens alloués | Budget annuel |
|---|------------------------|
| Coordinatrice opérationnelle | 2 957 877 Fcfp |
| 14 accompagnatrices périscolaires dédiées (1 pour 10 enfants) | 6 305 887 Fcfp |
| Jeux de société/jeux éducatifs | 164 244 Fcfp |
| Transports | 4 618 932 Fcfp |
| TOTAL pour 7 écoles / 280 enfants | 14 046 940 Fcfp |

Chaque inscription vaut pour deux périodes scolaires. La première session a ainsi démarré le lundi 25 avril et se terminera le vendredi 5 août. Après treize semaines, le dispositif d'accompagnement à la scolarité c'est :

- 119 enfants identifiés par les 7 écoles élémentaires publiques;
- 92 enfants inscrits, répartis en 2 groupes par école ;
- 45 bénéficiaires du transport pour le retour à domicile ;
- L'entreprise BUS MAGIQUE en charge de cette prestation ;
- 14 accompagnatrices : 2 par école;
- 1 coordinatrice opérationnelle chargée d'encadrer les accompagnatrices.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de vous présenter.

DISCUSSION GENERALE:

- Monsieur LOREE explique rejoindre les inquiétudes de Madame GAÏA sur ce sujet. Il trouve que cet arbitrage est injuste, les enfants des écoles catholiques ont les mêmes besoins que tous les enfants de la commune. Il aimerait qu'à l'avenir un geste soit fait en faveur des établissements privés.
- Monsieur le Maire demande à Madame BETTO si les enseignants des établissements privés ont été sollicités ?
- Madame BETTO répond que oui. Un professeur du lycée Champagnat souhaite travailler aussi sur ce dispositif. Aussi, son service le rencontrera très prochainement pour voir comment ce dispositif peut s'étendre aux établissements du privé à partir de 2023.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOPTE |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOPTE |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

XXVII - DELIBERATION N°2022/71 : portant attribution de subventions au profit d'associations dans le cadre des affaires générales.

RAPPORT :

Comme chaque année, la commune attribue des subventions aux organismes qui œuvrent en faveur des administrés de la commune. Leurs actions nombreuses et variées s'adressent à toutes les catégories de la population.

La délibération que j'ai l'honneur de vous présenter prend en compte les demandes de subventions pour un montant total de 2.060.000 FCFP. Les demandes correspondent aux attentes de la collectivité et de ses administrés, sur la base des propositions de la commission des finances, de l'administration générale et des services publics, réunie le 17 août 2022.

| ASSOCIATIONS | PRESIDENT/ TE | OBJET | PROPOSITIONS 2022 (en F CFP) |
|--|----------------------|--|------------------------------|
| ADNC (Association des diabétiques en NC) | Jean Philippe LEROUX | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| Amicale des anciens combattants section Païta | Emile GOSSART | FONCTIONNEMENT | 100.000 |
| Association des marins et marins anciens combattants de NC | René CHARLOT | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| Association PWE ABORO MAINA (classe BTS HR Lycée JEAN XXII) | Daney KAOUA | PROJET « de la Terre aux papilles » (financement du transport et poussier) | 45.000 |
| Association des Donneurs de Sang Bénévoles de Nouvelle-Calédonie | Gérard JOYAULT | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| Le Souvenir Français Délégation Générale 988 | Marc PROTCH | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| Lycée Polyvalent Jules GARNIER | Fabrice SIOZARD | PROJET de séjour sur OUEVA pour mettre en pratique leurs compétences | 50.000 |
| REVUE JURIDIQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE NC | Robert BERTRAM | AIDE A LA PUBLICATION | 15.000 |
| Association culture et loisirs (RRB) | Claude SCHMIDT | FONCTIONNEMENT | 1.500.000 |
| Sacré-Cœur Païta | Jean LEMAIRE | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| SPANC | Michel GAUTIER | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| UFC QUE CHOISIR | Luce LORENZIN | FONCTIONNEMENT | 50.000 |
| | | | 2.060.000FCFP |

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

DISCUSSION GENERALE:

- Madame MARENGO indique que cela fait 2 ans que la revue juridique politique économique de la Nouvelle-Calédonie ne fait plus de publications papier. Donc, elle demande en quoi consiste cette subvention ?
- Monsieur le Maire explique que c'est une aide à la publication en ligne.

EXAMEN ARTICLE PAR ARTICLE :

| | | |
|-------------|------------------|--------|
| ARTICLE 1 : | Sans observation | ADOpte |
| ARTICLE 2 : | Sans observation | ADOpte |
| ARTICLE 3 : | Sans observation | ADOpte |
| ARTICLE 4 : | Sans observation | ADOpte |
| ARTICLE 5 : | Sans observation | ADOpte |

ENSEMBLE DE LA DELIBERATION :

- DELIBERATION ADOpteE A L'UNANIMITE.

| NOMBRE DE VOTANTS : 31 | | |
|------------------------|--------|------------|
| POUR | CONTRE | ABSTENTION |
| 31 | 0 | 0 |

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 50.

DONT PROCES-VERBAL,

LA SECRETAIRE



Sylviana GERVOLINO



LE MAIRE



Will GATUHAU